BCRG

BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Rapport sur la Politique Monétaire

du troisième trimestre 2023

Janvier 2024

DEVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR

BCRG

BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

SOMMAIRE

LISTE DES GRAPHIQUES **2**

LISTE DES TABLEAUX **3**

PREAMBULE **4**

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 12 JANVIER 2024 ..... **6**

RESUME ANALYTIQUE **8**

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL **11**

1.1. ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE 11
1.2. MATIERES PREMIERES ET INFLATION 12
1.2.1. Matières Premières *12*
1.2.2. Inflation *15*
1.3. POLITIQUES MONETAIRES 17
1.4. MARCHES FINANCIERS ET DE CHANGE 19
1.4.1. Marchés financiers *19*
1.4.2. Marché de change *20*

2. ENVIRONNEMENT NATIONAL **21**

2.1. CROISSANCE ECONOMIQUE 21
2.1.1. Demande intérieure *21*
2.1.2. Exportations nettes *22*
2.1.3. Marché de l'emploi *23*
2.2. ACTIVITE ECONOMIQUE 24
2.1.1. Production industrielle *24*
2.2.1. Production minière *24*
2.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER 26
2.3.1. Masse monétaire *26*
2.3.2. Conditions monétaires *29*
2.3.3. Marché des Bons du trésor *30*
2.3.4. Marché des changes *31*
2.3.5. Stabilité financière *33*
2.4. SECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES 34
2.4.1. Recettes *34*
2.4.2. Dépenses publiques *36*
2.4.3. Soldes budgétaires et financement *37*
2.5. SECTEUR EXTERIEUR 38
2.5.1. Exportations *40*
2.5.2. Importations *41*

3. INFLATION ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES **44**

3.1. ANALYSE DE L'INFLATION 44
3.1.1. Inflation globale *44*
3.1.2. Inflation sous-jacente *47*
3.1.3. Indice des prix des produits frais et énergétiques *48*
3.2. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 49
3.2.1. Prévision macroéconomique de scénario de base *49*
3.2.2. Scénario alternatif : Appréciation continue du franc guinéen *51*
3.2.3. Le taux directeur et le taux simulé à partir du scénario de base *52*
3.2.4. Risques et effets d'atténuation sur les perspectives de l'inflation *52*

ANNEXES **55**

LISTE DES GRAHIQUES

Graphique 1 : Croissance économique dans les économiques avancées 12
Graphique 2 : Evolution de l'indice des matières premières 13
Graphique 3 : Evolution du prix du pétrole brut (USD/baril) 14
Graphique 4 : Évolution de l'inflation (en %)..... 16
Graphique 5 : Evolution du taux directeur des principales économies avancées (%) 18
Graphique 6 : Evolution du taux directeur des principales économies émergentes (%) 18
Graphique 7 : Evolution des indices boursiers 20
Graphique 8 : Taux de changes des principales devises 21
Graphique 9 : Contribution des composantes à la formation du PIB réel (en %) 21
Graphique 10 : Evolution de la production de bauxite (en millions de tonnes) 24
Graphique 11 : Evolution de la production d'alumine (en milliers de tonnes) 24
Graphique 12 : Evolution des expéditions d'or (en tonnes) 25
Graphique 13 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions) 26
Graphique 14 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (% contribution) ... 28
Graphique 15 : Evolution de la base monétaire et contributions de ses contreparties (%) 29
Graphique 16 : Evolution de certains taux d'intérêt 29
Graphique 18 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport aux principales devises 32
Graphique 19: Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l'euro 32
Graphique 20 : Evolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD) 33
Graphique 21 : Créance compromises et niveau de provision 33
Graphique 22 : Evolutions des recettes budgétaires (en milliards de GNF) 34
Graphique 23 : Evolutions des recettes minières et non-minières (% des recettes totales) ... 34
Graphique 24 : Evolution des charges publiques (en milliards de GNF) 37
Graphique 25 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF) 38
Graphique 26 : Evolution du solde global de la balance des paiements (en millions de USD). 39
Graphique 27 : Evolution de la balance commerciale (en millions d'USD) 40
Graphique 29 : Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportation totale au troisième trimestre 2023 (en %) 41
Graphique 30 : Evolution des importations par type de produits (en millions d'USD) 43
Graphique 31 : Part des principaux produits à l'importation dans l'importation totale au deuxième trimestre 2023 (en %) 43
Graphique 32 : Indice national harmonisé des prix à la consommation 44
Graphique 33 : Indice nationale harmonisé des prix à la consommation et indice des prix des produits locaux et importés 46
Graphique 34 : Evolution en glissement annuel de l'Indice national et des indices des produits des secteurs primaire, secondaire et tertiaire (en %) 46
Graphique 35 : Evolution en glissement annuel de l'Indice global à Conakry (en %)..... 47
Graphique 36 : Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et l'Indice des produits hors énergie et hors produits frais 48
Graphique 37 : Evolution en glissement annuel de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits frais (en %) 48
Graphique 38 : Evolution en glissement annuel de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits énergétiques (en %) 49
Graphique 39 : Evolution de l'inflation dans le scénario de base (en %) 51
Graphique 40 : Décomposition de la prévision de l'inflation (en %) 51
Graphique 41 : Evolution comparée des scénarii de base et alternatif de l'inflation (en %) ... 52
Graphique 42 : Evolution du taux directeur et du taux simulé par la règle de Taylor (en %) . 52

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Prix de quelques matières agricoles alimentaires (en USD) 15
Tableau 2 : Evolution du prix de quelques métaux 15
Tableau 3 : Evolution des Exportations et des Importations de la Guinée (en %) 23
Tableau 4 : Avoirs intérieurs nets (en milliards de GNF)..... 27
Tableau 5 : Décomposition des dépôts (GNF et devise)..... 28
Tableau 6 : Taux créditeurs et débiteurs (en %)..... 30
Tableau 7 : Transactions sur le marché interbancaire 30
Tableau 8 : Variation en glissement annuel des composantes de l'indice national harmonisé des prix (%) 44
Tableau 9 : Evolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF)..... 55
Tableau 10 : Evolution du PIB réel (en milliards de GNF, sauf indications contraires)..... 56
Tableau 11 : La Balance des paiements (en millions de USD) 57
Tableau 12 : Le taux de change moyen du dollar américain sur le marché officiel et dans les bureaux de change agréés 58
Tableau 13 : Evolution des prix par fonction de la région de Conakry..... 58
Tableau 14 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)..... 59

PREAMBULE

Disposition Générale

Conformément à la loi L/2017/017/AN du 08 juin 2017 portant Statut de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), dans son Article 10, l'une des missions de la BCRG est de définir et de mettre en œuvre la politique monétaire. Dans la réalisation de cette mission, l'objectif principal poursuivi par la BCRG, et qui est également son mandat selon l'Article 9 du Statut de la BCRG, est d'assurer la stabilité des prix.

Conformément à son statut et sans préjudice de réalisation de cet objectif, la Banque Centrale peut aider le Gouvernement dans la réalisation de ses objectifs de politique économique.

Pour atteindre son objectif principal, la BCRG utilise plusieurs instruments indirects de politique monétaire, notamment les opérations d'open market. En outre, le taux directeur et le coefficient de réserves obligatoires sont utilisés pour donner l'orientation de la politique monétaire. Dans la mise en œuvre de la politique monétaire, la Banque Centrale de la République de Guinée pratique un régime de ciblage des agrégats monétaires. Pour mieux maîtriser l'inflation, elle agit sur la base monétaire qui est l'objectif opérationnel.

Le Rapport sur la Politique monétaire

Le Rapport sur la politique monétaire (RPM) présente l'examen par la Banque Centrale des tendances économiques et de l'inflation, ainsi que la performance des politiques. Le rapport fournit également une évaluation des évolutions économiques et financières susceptibles d'influer sur la trajectoire de l'inflation à moyen terme et, partant, sur les choix politiques futurs de la Banque Centrale. À cet égard, le RPM favorise une compréhension de la conduite de la politique monétaire, afin d'ancrer les anticipations publiques d'un niveau d'inflation bas, prévisible et soutenable.

En outre, le RPM est l'un des principaux canaux par lesquels la Banque Centrale de la République de Guinée informe le public sur la conduite de la politique monétaire de manière régulière ou en temps opportun. Il sert ainsi à répondre aux attentes du public vis-à-vis d'une Banque Centrale transparente et responsable dans l'accomplissement de sa mission de conduite de la politique monétaire.

Comité de Politique Monétaire

Le Comité de Politique Monétaire est l'organe de la Banque Centrale chargé de la définition de la politique monétaire et de ses instruments ainsi que des autres missions qui lui sont dévolues, conformément aux dispositions du statut de la BCRG (Article 56).

Le Comité de Politique Monétaire comprend le Gouverneur, les Vice-gouverneurs et quatre (4) membres nommés intuitu personae, pour leur compétence en matière économique, monétaire, financière ou juridique.

Le Comité est présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale et, en cas d'absence ou d'empêchement, par l'un des Vice-gouverneurs assurant l'intérim du Gouverneur. Il se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que nécessaire et au moins quatre fois par an. Chaque membre du Comité de Politique Monétaire a le droit de vote et dispose, à cet effet, d'une voix. Selon l'Article 60 du statut de la Banque Centrale de la République de Guinée, les décisions du Comité de Politique Monétaire sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés par les membres. En cas d'égalité dans le partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Liste des membres du Comité de Politique Monétaire :

- Dr Karamo KABA, Gouverneur de la BCRG, Président du CPM ;
- El Hadj Mohamed Lamine CONTE, Premier Vice-Gouverneur ;
- Mme Souadou BALDE, Deuxième Vice-Gouverneur ;
- Dr Makan DOUMBOUYA, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique ;
- Dr Sékou Falil DOUMBOUYA, Consultant ;
- M. Mamadou Bailo BALDET, Consultant ;
- M. Pema GUILAVOGUI, Conseiller Principal, Ministère du Plan et de la Coopération International.

Secrétariat du Comité de Politique Monétaire

Mme Mariama ciré SYLLA, Directrice Générale des Etudes et des Statistiques

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 12 JANVIER 2024

012/BCRG/CPM/2024

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale de la République de Guinée a tenu sa douzième réunion ordinaire, le vendredi 12 janvier 2024, sous la Présidence de Elhadj Mohamed Lamine CONTE, Premier Vice-Gouverneur de la Banque Centrale de la République de Guinée, représentant Dr Karamo KABA, Gouverneur de la Banque Centrale de la République de Guinée, Président du Comité de Politique Monétaire.

Le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et nationale, ainsi que les perspectives à court et à moyen termes de l'inflation.

Au niveau de l'environnement international, le Comité a noté qu'au cours du troisième trimestre 2023, l'activité économique mondiale a été caractérisée par une disparité de la croissance d'une région à une autre, dans un contexte marqué par la poursuite du resserrement des politiques monétaires et budgétaires dans les pays avancés.

Pénalisée par les effets des resserrements monétaires agressifs opérés par les Banques Centrales, la croissance économique dans les pays avancés a été modeste du fait, notamment dans la zone euro, plus dépendante du secteur manufacturier et donc de la baisse de la demande mondiale. Cette morosité a également touché les pays émergents, où les perspectives se sont dégradées, en lien avec la crise dans le secteur immobilier chinois et une demande globalement modérée.

L'inflation à l'échelle mondiale continue de ralentir même si elle reste encore à des niveaux élevés par rapport aux objectifs des Banques Centrales. A cet égard, la plupart des Banques Centrales ont poursuivi le relèvement des taux directeurs, y compris dans certaines économies émergentes au cours du trimestre.

Sur le plan national, le Comité a relevé que l'activité économique au cours du troisième trimestre 2023 est modérée, l'amélioration du solde externe contrebalançant la baisse de la demande intérieure.

Ainsi, en glissement annuel, l'indice national harmonisé des prix à la consommation a progressé de 4,8 % en septembre 2023 contre 5,8 % en juin 2023. Ce ralentissement est imputable aux améliorations observées à Nzérékoré, à Labé, à Kindia et à Faranah, en dépit de l'accélération du rythme des prix enregistrée à Kankan, à Boké, à Mamou et à Conakry. De même, l'inflation sous-jacente, qui exclut les éléments les plus volatiles comme l'alimentaire et l'énergie, a reflué de manière homogène sur tout le territoire, passant de 4,7 % en juin 2023 à 2,4 % en septembre 2023 sur une année glissante.

Au niveau monétaire, la BCRG a surtout cherché à éviter de raviver les pressions inflationnistes. Cela s'est traduit par une vigilance accrue sur l'évolution de la masse monétaire (à GNF 48 044,9 milliards fin septembre 2023, en progression de 9,6 % contre 21,6 % au deuxième trimestre 2023 et 24,1 % au premier trimestre 2023) et de la base monétaire (à GNF 17 806,8 milliards à fin septembre 2023, en hausse de 5,4 % sur une année glissante). Sur la même lancée, la liquidité globale du système bancaire a enregistré une contraction de 6,7 %, en glissement annuel, et de 22,9 % par rapport à juin 2023, en lien avec les souscriptions des banques aux Obligations d'Etat en septembre 2023.

Sur le marché des changes, la baisse de l'aversion pour le risque a profité au franc guinéen, ce qui a porté son appréciation contre le billet vert à 1,3 % par rapport à la même période en 2022. D'autres facteurs comme le renforcement des réserves de change et le nivellement quotidien des positions de change des banques peuvent aussi expliquer cette embellie contre le dollar américain.

Le contexte au niveau de l'exécution budgétaire de l'Etat a aussi aidé le GNF. Ainsi, les principaux soldes se sont améliorés sous l'effet d'un recul plus prononcé des dépenses publiques. D'où une amélioration du solde brut de gestion, dons inclus, ressorti en excédent pour le deuxième trimestre d'affilé à GNF 1 225,9 milliards au troisième trimestre 2023, après GNF 2 724,0 milliards au trimestre précédent. De même, le solde primaire s'est nettement amélioré, passant d'un excédent de GNF 248,5 milliards à un excédent de GNF 665,8 milliards sur la période.

Bien que favorables, notamment avec les avancées significatives dans le méga-projet Simandou, les perspectives de l'économie guinéenne ne sont pas non plus très reluisantes. Ainsi, même si le Comité table sur un taux d'inflation à Conakry de l'ordre de 8% en glissement annuel à la fin de l'année 2023, il redoute malheureusement un niveau des prix plus élevé que celui projeté suite à l'incendie du dépôt d'hydrocarbures de Kaloum intervenu le 17 décembre 2023 et des pressions inflationnistes plus importantes, en lien avec les implications du protocole d'accord salarial dans la fonction publique.

A ce titre, en plus d'un contexte international peu engageant (guerres en Europe et au Proche-Orient, effets des relèvements monétaires passés, hausse des prix de certains produits de base), le Comité note que cette catastrophe aura des implications importantes sur tous les secteurs d'activité.

D'où la nécessité de soutenir l'activité économique par un plan de relance. D'autres facteurs pourront aussi aider, notamment la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire, la stricte application de la mesure de rapatriement des recettes d'exportation, la poursuite de la réalisation des infrastructures routières et énergétiques et les appuis budgétaires.

De ce qui précède, le Comité de Politique Monétaire décide de maintenir inchangés le taux directeur à 11 % et le coefficient des réserves obligatoires à 13 %.

Fait à Conakry, le 12 janvier 2024

Dr Karamo KABA

Président du Comité de Politique Monétaire

Résumé analytique

1. Au troisième trimestre 2023, l'activité économique mondiale a été caractérisée par une disparité de la croissance d'une région à une autre, dans un contexte marqué par le resserrement des politiques monétaire et budgétaire dans les pays avancés.

2. Ainsi, en s'établissant à 1,7 %, contre 1,6 % au trimestre précédent, la croissance économique dans les pays avancés a été très modeste. Aux Etats-Unis, la croissance a atteint 2,9 %, en glissement annuel, contre 2,1 % au trimestre précédent. Dans la zone euro, elle s'est ralentie, passant de 0,5 % au trimestre précédent à 0,1 %, en glissement annuel.

3. Dans les pays émergents, l'activité économique a décéléré entre les deuxième et troisième trimestres 2023, en Chine (de 6,3 % à 4,9 %), en Inde (7,8 % à 6,8 %), en Turquie (4,8 % à 4,5 %). En revanche, l'activité économique a été stable au Nigéria, avec une croissance se situant autour de 2,5 %.

4. Sur le marché des matières premières, les cours des principaux produits continuent de baisser. Au troisième trimestre 2023, l'indice global des matières premières a chuté de 19,8 %, en glissement annuel, en lien avec les contractions de 25,6 % et de 3,9 % constatées au niveau de l'indice des produits énergétiques et de l'indice des produits non-énergétiques, respectivement, malgré une hausse annuelle de l'indice des métaux précieux de 15,0 %.

5. Au troisième trimestre 2023, la tendance baissière des pressions inflationnistes s'est poursuivie dans la plupart des économies avancées, contrairement aux économies émergentes qui peinent à connaitre le repli inflationniste. En effet, le taux d'inflation aux Etats-Unis s'est établi à 3,7 % à fin septembre 2023, bien en dessous du taux de 8,2 % enregistré un an plus tôt. Dans la zone euro, l'inflation a atteint un niveau le plus bas depuis octobre 2021, en se chiffrant à 4,3 % à fin septembre 2023, contre 5,5 % à fin juin 2023. Dans les pays émergents, l'inflation est restée stable en Chine entre fin juin 2023 et fin septembre 2023. Par contre, elle s'est accélérée, notamment en Turquie (de 38,2 % à 61,5 %), au Brésil (de 3,2 % à 5,2 %) et au Nigéria (de 22,8 % à 26,7 %). Quant à l'inflation sous-jacente, elle a diminué dans la plupart des pays avancés, tandis qu'elle s'est accrue dans certains pays émergents.

6. Bien qu'étant en baisse, l'inflation reste encore supérieure aux niveaux prépandémiques dans les économies avancées. Par conséquent, les principales Banques Centrales ont procédé à de nouvelles hausses de taux d'intérêt au troisième trimestre 2023. Les Banques Centrales des économies émergentes ont, de leur côté, maintenu ou réduit leurs taux directeurs, en vue de soutenir l'activité économique.

7. Au niveau national, au troisième trimestre 2023, le taux de croissance s'est établi à 5,4 %, en glissement annuel, contre 5,5 % au trimestre précédent. Ce léger ralentissement est expliqué par une baisse continue de la demande intérieure, atténuée par une amélioration des exportations nettes.

8. Au troisième trimestre 2023, le Comité de Politique Monétaire a décidé d'assouplir les conditions monétaires en vue de soutenir l'activité économique. Ainsi, le taux directeur a baissé de 50 points de base pour se situer à 11 %, tandis que le coefficient des réserves obligatoires a baissé de 200 points de base pour se chiffrer à 13 %.

9. Au troisième trimestre 2023, la masse monétaire a poursuivi le rythme de décélération, amorcé depuis fin mars 2023. Ainsi, à fin septembre 2023, elle s'est établie à GNF 48 044,9 milliards, soit une croissance, en glissement annuel, de 9,6 %, contre 24,1 % et 21,6 % enregistrées à fin mars et fin juin 2023, respectivement. Ce ralentissement de la croissance de la masse monétaire est imputable à la baisse continue des avoirs extérieurs nets.

10. A fin septembre 2023, la liquidité globale du système bancaire a enregistré une contraction de 6,7 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 5 139,1 milliards. Par rapport à fin juin 2023, elle a baissé de 22,9 %. Cette contraction est imputable aux souscriptions des banques aux Obligations d'Etat en septembre 2023, consécutives à l'assouplissement des conditions monétaires.

11. Sur le marché officiel, à fin septembre 2023, le taux de change officiel du dollar US s'est situé à GNF 8 487,2130, soit une appréciation de 1,3 % en glissement annuel. En revanche, sur ce même marché, le franc guinéen a enregistré une dépréciation de 7,1 % par rapport à la même période de l'année précédente, vis-à-vis de l'euro, pour se situer à GNF 8 944,6683.

12. Comme au trimestre précédent, les finances publiques ont enregistré une amélioration des principaux soldes budgétaires, en lien avec une baisse plus prononcée des dépenses publiques (24 %) que celle des recettes (22,3 %) au troisième trimestre 2023. Ainsi, les soldes bruts de gestion, dons inclus et dons exclus, ont été excédentaires de GNF 1 225,9 milliards et GNF 579,9 milliards au troisième trimestre 2023, respectivement. Quant au solde primaire, il s'est nettement amélioré, passant d'un excédent de GNF 248,5 milliards au deuxième trimestre à un excédent de GNF 665,8 milliards au troisième trimestre 2023.

13. Au troisième trimestre 2023, les relations de la Guinée avec le reste du monde sont marquées par une détérioration du solde global de la balance des paiements, passant d'un déficit de USD 22,2 millions au troisième trimestre 2022 à un déficit de USD 364,1 millions. Cette dégradation s'explique par celle du compte des transactions courantes, contenue par une amélioration de l'excédent du compte capital.

14. Au niveau national, l'inflation en glissement annuel a décéléré, en passant de 5,8 % en juin 2023 à 4,8 % en septembre 2023. Ce rythme de baisse est expliqué par le ralentissement des prix observé à N'Zérékoré, Labé, Kindia et Faranah. Par composante, cette décélération est liée à la baisse du rythme de croissance des prix des composantes « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants », « santé », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles ». De même, l'inflation sous-jacente, en glissement annuel, a ralenti pour se situer à 2,4 % en septembre 2023, contre 4,7 % en juin 2023.

15. Selon les projections, l'inflation à Conakry, en glissement annuel, se situerait autour de 8 % en moyenne à fin 2023, en lien avec sa persistance, la progression de la masse monétaire. Toutefois, l'effet de la persistance diminue progressivement en raison, notamment, de l'amélioration des infrastructures routières dans certaines zones de production, et de l'amélioration de la production d'électricité dans le pays.

16. Les principaux risques pesant sur les perspectives de l'inflation sont liés aux effets décalés des restrictions monétaires des principales Banques Centrales, à la situation géopolitique persistante et à la faiblesse de la demande chinoise. De plus, avec la hausse des anticipations inflationnistes à court terme dans certaines économies, il existe des risques de nouveaux resserrements des politiques monétaires.

17. Au niveau national, le récent incendie de la quasi-totalité des installations de stockage d'hydrocarbures du pays constituerait un risque inflationniste certain, qui ferait passer l'inflation à deux chiffres au cours des mois à venir. En effet :

- les perturbations, à court et moyen terme, dans l'approvisionnement en carburant risquent de perturber les activités des secteurs des transports, du commerce et des services et d'entrainer une flambée des prix des produits alimentaires ;
- le ralentissement de l'activité économique, et l'augmentation des dépenses sociales et d'investissements pourraient creuser davantage le déficit budgétaire, nécessitant un éventuel recours au financement monétaire qui contribuerait à la hausse de l'inflation ;
- l'accroissement du déficit de la Balance commerciale des biens et services, en raison des coûts supplémentaires que pourraient engendrer la logistique d'approvisionnement en carburant, à partir des autres pays, entraînerait l'augmentation de la valeur des importations, dans une situation de baisse des exportations, en lien avec le ralentissement de la production, particulièrement, dans le secteur minier ;
- le recours à la BCRG pour le règlement des factures d'importations de produits pétroliers, dans un contexte de difficultés pour les banques à faire face à la demande de paiement de ces importations, pourrait entraîner la baisse des réserves internationales de la nation et la dépréciation du GNF par rapport aux principales devises.

18. Ces risques pourraient être atténués, par la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI), la stricte application de la mesure de rapatriement des recettes d'exportation, la poursuite de la réalisation des infrastructures routières et énergétiques et les appuis budgétaires des partenaires techniques et financiers dans le cadre de la relance post incendie de l'activité économique.

1. ENVIRONNEMMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale continue de subir le resserrement des politiques monétaires et budgétaires. Selon les estimations de l'OCDE, les économies avancées ont enregistré une croissance modérée de 1,7 % au troisième trimestre 2023, comparativement à la croissance de 1,6 % observée au trimestre précédent, grâce à la poursuite de la reprise aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. La croissance est, néanmoins, atténuée par le ralentissement observé depuis le début de l'année 2023 dans la zone euro. Sous l'effet du repli de l'indice des produits énergétiques et des produits non-énergétiques, l'indice global des matières premières de la Banque mondiale enregistre, en septembre 2023, un recul de 19,8 % en glissement annuel.

1.1. Activité économique mondiale

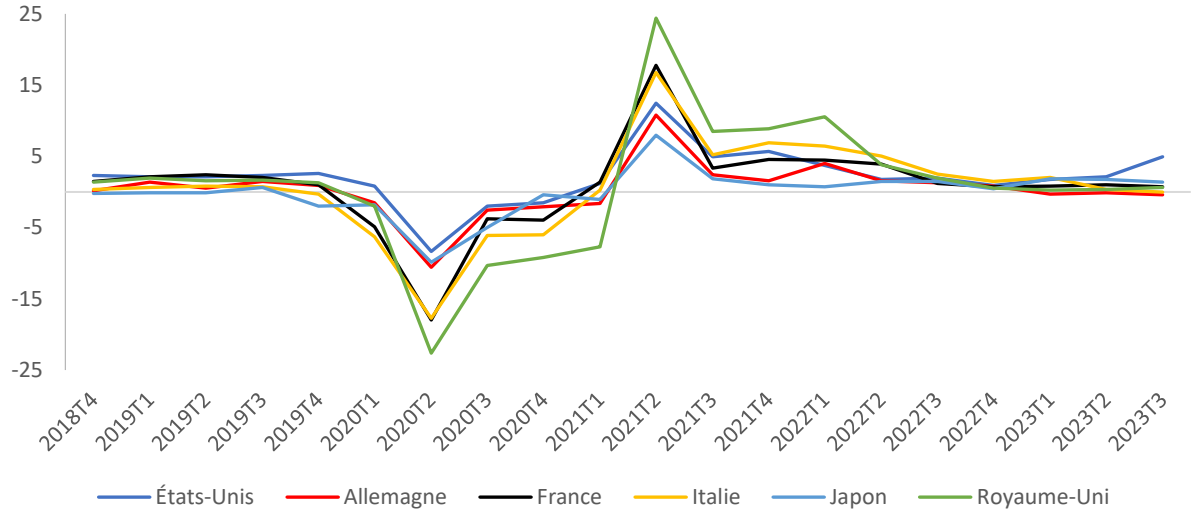
Aux États-Unis, l'activité économique a continué à montrer une forte dynamique au troisième trimestre 2023, avec une croissance du PIB de 2,9 % en glissement annuel, contre 2,1 % au deuxième trimestre 2023. Cette accélération est principalement due à une hausse de la consommation des ménages, un renforcement de l'investissement en stocks privés et une augmentation des dépenses du gouvernement fédéral. Parallèlement, une reprise des exportations et de l'investissement fixe résidentiel a été observée, tandis que l'investissement fixe non résidentiel a légèrement ralenti.

La zone euro a connu un ralentissement de la croissance économique, avec une augmentation du PIB de 0,1 %, en glissement annuel, après 0,5 % au deuxième trimestre 2023. Ce ralentissement est principalement dû aux effets continus du resserrement des conditions monétaires et à un ajustement progressif de la politique budgétaire. En Allemagne, l'activité économique continue de décélérer, passant d'une croissance de 0,1 % au deuxième trimestre à une contraction de 0,4 % au troisième trimestre 2023, en glissement annuel. Cette baisse est en partie attribuable à une réduction des dépenses des ménages et à la faiblesse de la demande mondiale pour les produits industriels allemands. En France, la croissance économique a également ralenti, en glissement annuel, passant de 1,1 % au deuxième trimestre à 0,7 % au troisième trimestre 2023. Ce recul est fondamentalement causé par une contraction du commerce extérieur et une contribution négative des variations de stocks.

Au Royaume-Uni, l'économie a enregistré une progression de 0,6 %, en glissement annuel, comme au trimestre précédent, en lien avec une augmentation de l'activité dans le secteur de la construction et une stabilité dans le secteur de la production, qui ont compensé le ralentissement dans le secteur des services.

Au Japon, le PIB a connu une augmentation de 1,4 %, en glissement annuel, au troisième trimestre 2023, marquant un ralentissement de 0,5 point de pourcentage par rapport au taux de croissance de 1,9 % enregistré au deuxième trimestre. Cette décélération s'explique surtout par une réduction des dépenses des entreprises, une faiblesse des dépenses de consommation et une hausse des coûts d'importation, conduisant à un deuxième trimestre consécutif de légère contraction.

Graphique 1 : Croissance économique dans les économiques avancées



Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)

Dans les économies émergentes, la Chine a affiché, en glissement annuel, une décélération de 1,4 point de pourcentage au troisième trimestre 2023, avec un taux de croissance de 4,9 %, contre 6,3 % enregistré au trimestre précédent. Bien que ce niveau témoigne d'une croissance soutenue, elle reste en deçà des objectifs fixés par les autorités chinoises (environ 5 %). Les principaux facteurs de cette moindre croissance incluent un ralentissement dans le secteur immobilier et une demande globalement modérée, qui ont eu un impact notable sur l'activité économique globale.

En Inde, les projections indiquent que le taux de croissance devrait décélérer tout en restant toujours élevé à 6,8 % au troisième trimestre, après 7,8 % au trimestre précédent, soutenu par le secteur des services qui demeure robuste et une demande urbaine solide.

En Turquie, malgré une légère décélération, la croissance économique est restée solide au troisième trimestre à 4,5 % contre 4,8 % au second trimestre grâce à une solide demande intérieure, particulièrement la consommation des ménages. La décélération pourrait néanmoins se poursuivre avec la politique monétaire restrictive entamée par la Banque centrale au cours du trimestre pour combattre les niveaux d'inflation record que traverse le pays.

Au Nigeria, le PIB réel s'est accru de 2,5 %, en glissement annuel, au troisième trimestre 2023, le même niveau de croissance qu'au trimestre précédent. La croissance est tirée principalement par le secteur des services, tandis que le secteur pétrolier connait une amélioration, en passant d'une contraction de 13,4 % enregistrée au deuxième trimestre 2023 à une croissance négative de 0,9 % au troisième trimestre 2023.

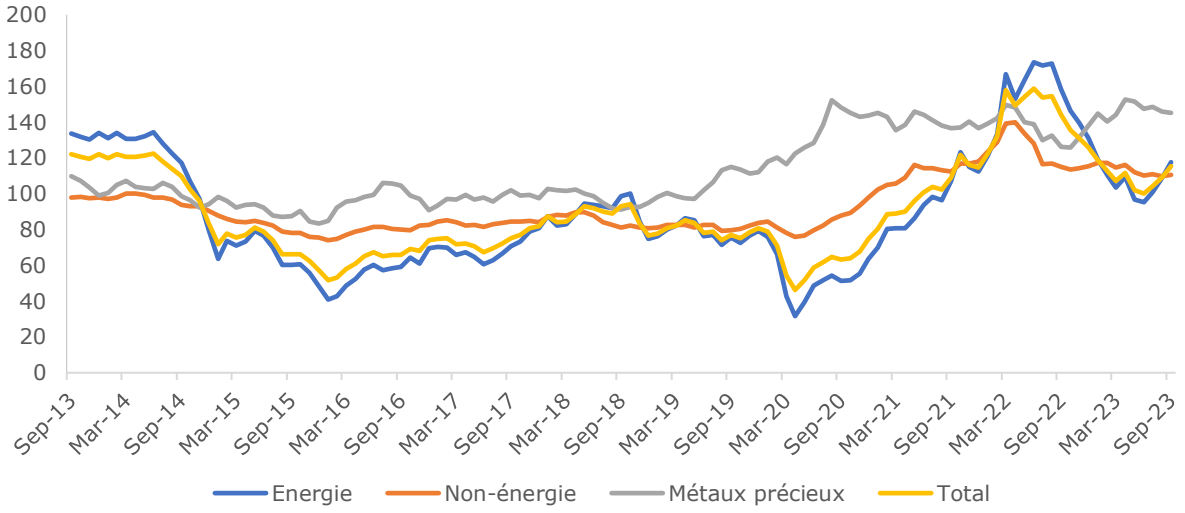
1.2. Matières premières et inflation

1.2.1. Matières Premières

L'indice des matières premières de la Banque mondiale révèle, en variation trimestrielle, une hausse de 15,3 % pour atteindre 115,4 en septembre 2023, après 100,1 en juin. Cette augmentation est principalement portée par une croissance de l'indice des produits énergétiques de 23,7 %. Durant la même période, les produits non-énergétiques ont vu leurs prix légèrement augmenter de 0,6 %, tandis que les métaux précieux ont subi un

repli de 1,4 %. Cependant, en glissement annuel, l'indice global enregistre une diminution de 19,8 %. Cette tendance est essentiellement due au repli de l'indice des produits énergétiques, qui affiche une contraction significative de 25,6 % sur la période, signalant un recul marqué des prix dans ce secteur. Parallèlement, l'indice des prix des produits non-énergétiques a enregistré une baisse plus modérée de 3,9 %, en glissement annuel, ce qui reflète une légère décroissance des prix de ces produits au cours de l'année écoulée. En revanche, l'indice des métaux précieux se distingue par une augmentation de 15,0 %, en glissement annuel, suggérant une hausse notable des prix des métaux entre septembre 2022 et septembre 2023.

Graphique 2 : Evolution de l'indice des matières premières



Source : Banque Mondiale

Depuis juillet 2023, les prix du pétrole ont connu une augmentation significative, le prix du baril passant de 79,0 USD à 92,2 USD en septembre 2023, soit une hausse de 16,8 %. En glissement annuel, le prix du pétrole a augmenté de 4,5 %, passant de 88,2 USD en septembre 2022 à 92,2 USD en septembre 2023. Cette tendance haussière s'explique par plusieurs facteurs.

D'une part, la hausse est influencée par la dynamique de l'offre et de la demande, notamment en raison des réductions volontaires de l'offre par les pays de l'OPEP+ et d'une demande accrue, plus forte que prévue, impulsée en partie par la reprise des voyages aériens et des transports. Bien que l'augmentation de la production pétrolière dans les Amériques, en particulier aux États-Unis, l'activité économique mondiale robuste et la consommation soutenue en Chine, aient légèrement atténué ces effets. La demande mondiale de pétrole a atteint un niveau record, contribuant à la tendance haussière des prix.

D'autre part, la récente escalade des tensions au Moyen-Orient, dans un contexte de hausse des prix du pétrole, fait l'objet d'une surveillance accrue de la Banque mondiale. Historiquement, de tels conflits géopolitiques ont été associés à une volatilité accrue sur les marchés des matières premières.

Sur le marché du gaz naturel, une baisse marquée des prix a été observée en glissement annuel au troisième trimestre 2023, dans un contexte caractérisé par une demande modérée et des niveaux de stock élevés. Cette tendance s'est manifestée de manière significative sur les trois principaux marchés de consommateurs – l'Europe, l'Asie, et

l'Amérique du Nord – où les prix ont enregistré des baisses respectives de 82,1 %, 79,0 %, et 69,2 % en glissement annuel.

En Europe et en Asie, le marché a continué de subir une contraction, avec des baisses respectives de 6,7 % et de 5,0 % au troisième trimestre 2023, par rapport au trimestre précédent. Malgré cette tendance, les prix du gaz naturel en Europe demeurent à un niveau relativement élevé. En revanche, le marché américain a affiché une augmentation notable de 12,8 % des prix par rapport au deuxième trimestre 2023. Cette hausse a porté le prix du gaz naturel à 3,0 USD par mètre cube en septembre 2023.

Graphique 3 : Evolution du prix du pétrole brut (USD/baril)

Source : Banque Mondiale

Pour la majorité des matières premières alimentaires, y compris le blé, le maïs, l'huile de palme, le thé et le cacao, on a observé en glissement annuel une tendance baissière des prix, résultant principalement d'une offre renforcée par de bonnes récoltes et d'une diminution de la demande globale. Cette dernière étant affectée par les pressions inflationnistes continues. À titre d'exemple, le prix du blé a enregistré une baisse de 24,9 % en glissement annuel, se situant à 314,7 USD/tonne métrique en septembre 2023. De même, le prix du maïs a connu une réduction significative de 27,2 % sur la même période, s'établissant à 223,8 USD/tonne.

Cependant, les prix de certains produits, comme le riz et le sucre, ont augmenté, en glissement annuel. Ainsi, le prix du riz a enregistré une hausse de 35,7 %, pour atteindre 587 USD/tonne en septembre 2023. Cette augmentation est attribuable en grande partie à une restriction de l'offre sur le marché international, notamment en raison de l'interdiction d'exportation de riz imposée par l'Inde, qui constitue un acteur majeur dans les exportations mondiales de cette céréale. De plus, les anticipations de conditions météorologiques défavorables associées à l'approche du phénomène El Niño ont suscité des inquiétudes quant aux rendements agricoles futurs, contribuant ainsi à la pression haussière sur les prix.

En ce qui concerne le sucre, bien qu'une baisse modeste des prix ait été relevée par rapport au deuxième trimestre de 2023, cette correction est survenue dans un contexte plus large d'une hausse, en glissement annuel, de 37,2 %. Cette hausse souligne une tendance inflationniste sur l'année, malgré la récente dépréciation trimestrielle des prix.

Tableau 1 : Prix de quelques matières agricoles alimentaires (en USD)

	Juil-2023	Août-2023	Sept-2023	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Sucre (kg)	0,5	0,5	0,6	-0,3	37,2
Blé (tonne)	345,5	315,8	314,7	-10,6	-17,6
Riz (tonne)	524,0	600,0	587,0	15,5	35,7
Maïs (tonne)	242,4	207,6	223,8	-18,4	-27,2
Huile de palme (tonne)	879,0	860,8	830,0	-6,8	-14,1
Thé (kg)	2,5	2,8	2,9	-2,6	-18,6
Cacao	3,4	3,5	3,6	-14,2	-28,8
Café	4,3	4,1	4,1	15,9	52,4

Source : Banque Mondiale

Au troisième trimestre 2023, l'évolution des prix des métaux industriels a été contrastée. En effet, le prix de l'aluminium a enregistré une baisse de 8,3 %, en glissement annuel, pour s'établir en moyenne à 2 160,3 USD/tonne en septembre 2023. Cette baisse, qui représente une diminution de 4,6 % par rapport au deuxième trimestre 2023, est fondamentalement expliquée par le ralentissement de la demande dans le secteur de la construction et des travaux publics en Chine. Ce ralentissement est exacerbé par une offre abondante et une réduction importante des investissements dans ce secteur, dans un contexte général de resserrement des politiques monétaires et de ralentissement de la croissance économique mondiale.

Le prix de l'or a évolué dans une direction différente, s'établissant en moyenne à USD 1 928,6 l'once, en hausse de 11,7 % en glissement annuel. Toutefois, une baisse de 2,5 % a été observée au troisième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Cette tendance baissière est principalement liée à l'appréciation du dollar américain et à la persistance d'une politique monétaire restrictive.

Tableau 2 : Evolution du prix de quelques métaux

	Juil-2023	Août-2023	Sept-2023	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Or (once)	1 951,0	1 918,7	1 916,0	-2,5	11,7
Aluminium	2 159,7	2 136,6	2 192,2	-4,6	-8,3
Fer	114,4	110,2	121,0	2,9	8,9

Source : Banque Mondiale

A fin novembre 2023, l'indice global des matières premières s'est établi à 107,1, soit une baisse de 7,2 % par rapport à fin septembre 2023. Les indices des produits énergétiques et non énergétiques ont également baissé au cours de la même période.

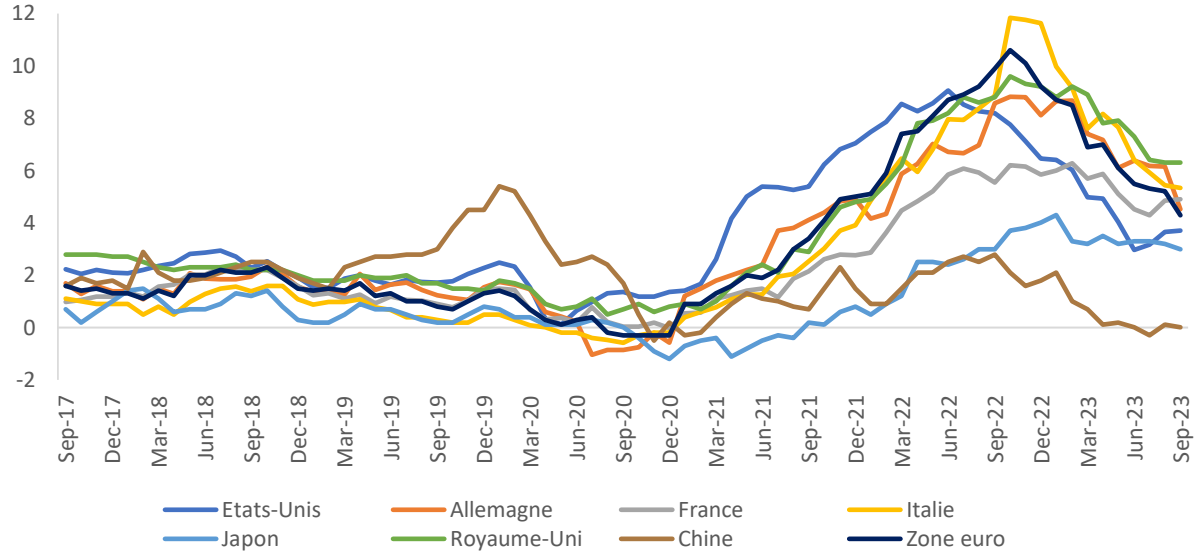
1.2.2. Inflation

Au troisième trimestre 2023, la tendance baissière des pressions inflationnistes s'est maintenue dans la plupart des économies avancées, contrairement aux économies émergentes qui peinent à connaitre le repli inflationniste.

Ainsi, aux États-Unis, le taux d'inflation a connu une hausse au mois de septembre 2023, s'établissant à 3,7 %, comparé à 3,0 % en juin 2023. Toutefois, cette augmentation marque un ralentissement significatif par rapport au taux de 8,2 % enregistré en septembre 2022. Parallèlement, l'inflation sous-jacente, qui exclut l'alimentation et l'énergie, a diminué, passant de 4,8 % en juin à 4,1 % en septembre 2023.

Dans la zone euro, le troisième trimestre 2023 a été marqué par une poursuite de la baisse du taux d'inflation, qui est passé de 5,5 % en juin à 4,3 % en septembre 2023, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis octobre 2021. Cette tendance à la baisse est également observée au niveau des pays, avec une diminution notable de l'inflation en Allemagne (de 6,4 % à 4,5 %) et en Italie (de 6,4 % à 5,3 %) sur la même période. En revanche, la France a enregistré une légère hausse de son taux d'inflation, passant de 4,5 % à 4,9 % à la fin du troisième trimestre 2023. La baisse de l'inflation sous-jacente dans la zone euro est particulièrement significative au troisième trimestre 2023, marquant la réduction la plus importante depuis août 2022. Ainsi, l'inflation sous-jacente a diminué de 1,0 point de pourcentage, pour s'établir à 4,5 % à la fin de septembre 2023, contre une baisse de seulement 0,2 point de pourcentage au trimestre précédent. Globalement, l'inflation a ralenti de 1,2 point de pourcentage en septembre 2023 par rapport à juin 2023.

Graphique 4 : Évolution de l'inflation (en %)



Source : OCDE

En septembre 2023, le taux d'inflation au Royaume-Uni a été de 6,3 %, en glissement annuel, soit une baisse de 1,0 point de pourcentage par rapport à juin 2023, où il se situait à 7,3 %. Parallèlement, l'inflation sous-jacente a diminué de 0,5 point de pourcentage, atteignant 5,9 % en septembre 2023.

Au Japon, l'inflation a légèrement reculé, passant de 3,3 % en juin 2023 à 3,0 % en septembre 2023, tandis que l'inflation sous-jacente est restée stable à 2,8 % entre juin et septembre 2023. En Chine, le taux d'inflation est resté stable en septembre 2023, affichant une stagnation similaire à celle observée en juin 2023. Cette faible inflation est attribuable à un assouplissement de la politique monétaire, en réponse au ralentissement de la croissance de la demande intérieure, soulevant des préoccupations quant à un risque de déflation.

En Turquie, les pressions inflationnistes atteignent des sommets avec un taux d'inflation qui a connu une hausse significative pour le troisième mois consécutif, s'établissant à 61,5 % en septembre 2023, contre 38,2 % en juin 2023. De même, le taux d'inflation sous-jacente a quant à lui atteint 69,0 % en septembre 2023, après 47,4 % en juin. Cette augmentation est principalement due à la dévaluation de la lire turque et à l'augmentation des taux de taxation, notamment dans les secteurs du logement et des services publics.

En septembre 2023, le Brésil a connu une accélération notable de son inflation, avec un taux s'élevant à 5,2 %, en hausse par rapport aux 3,2 % enregistrés en juin 2023. Cette augmentation, la plus notable observée depuis sept mois, est surtout attribuable à l'augmentation des prix dans le secteur des transports. Cette hausse est en grande partie due à l'escalade des prix des carburants, consécutive à la réintroduction des taxes sur l'essence.

En Afrique du Sud, le taux d'inflation a connu une légère baisse se situant à 5,5 % en septembre, après 5,7 % en juin 2023. De même, l'inflation sous-jacente continue sa décélération entamée depuis le début de l'année pour se situer à 4,6 % en septembre contre 5,4 % en juin 2023. La tendance baissière des pressions inflationnistes est tirée par la baisse des prix de certains produits alimentaires tels que les sous-composantes « pain et les céréales », « sucre, sucreries et desserts », « légumes et lait », « œufs et fromage ».

Au Nigeria, l'inflation, en glissement annuel, poursuit son accélération se situant à 26,7 % en septembre contre 22,8 % en juin 2023, en lien avec l'envolée de l'inflation alimentaire qui a augmenté de 5,4 points de pourcentage au cours du trimestre pour atteindre 30,6 % à fin septembre. Le taux d'inflation sous-jacente (définis comme hors-prix des produits agricoles volatils) est passé de 20,3 % en juin à 22,1 % en septembre 2023.

Dans la zone UEMOA, la décélération des pressions inflationnistes reste maintenue dans l'ensemble des Etats membres, à l'exception du Niger. Ainsi, le taux d'inflation zonal est passé de 5,7 % en mars à 3,6 % en juin, puis à 2,7 % en septembre. De même, le taux d'inflation sous-jacente (définis comme hors énergie, hors produits frais) a atteint 2,0 % en septembre, soit l'objectif d'inflation de la BCEAO, après 3,1 % en juin 2023.

Au Liberia, les pressions inflations ont nettement chuté avec le taux d'inflation se situant à 9,9 % en septembre, après 12,4 % en juin. Aussi, l'inflation sous-jacente a nettement chuté pour atteindre 4,7 % en septembre 2023, après 12,8 % en juin. Cette tendance baissière est en lien avec la décélération des prix alimentaires et du transport. En Sierra Leone, cependant, les pressions inflationnistes poursuivent leur tendance haussière importante avec le taux d'inflation qui a atteint 54,5 % en septembre, après 44,8 % en juin, en lien avec des niveaux toujours élevés des prix de l'ensemble des fonctions de consommation.

Dans la zone euro, l'inflation a atteint 2,4 % à fin novembre 2023 contre 2,9 % en octobre, se rapprochant ainsi de la cible d'inflation de 2 %. De même, elle a fortement baissé aux Etats-Unis pour s'établir à 2,6 %, se rapprochant ainsi de l'objectif de 2 %.

Dans la zone UEMOA, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est chiffré à 2,3% en novembre 2023, contre 2,1 % en octobre.

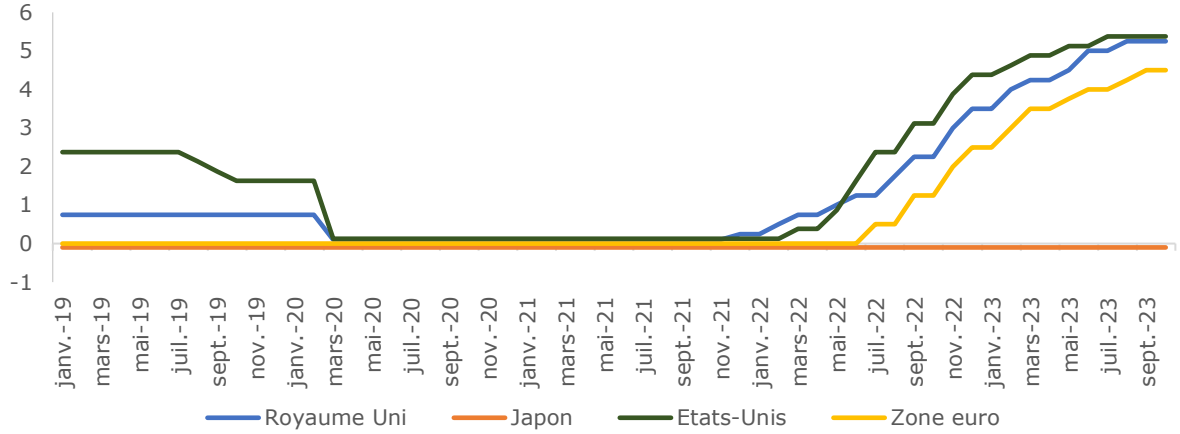
1.3. Politiques monétaires

Les niveaux encore élevés des taux d'inflation ont incité les principales Banques Centrales des économies avancées à procéder à de nouvelles hausses de taux d'intérêt au troisième trimestre 2023. En revanche, les économies émergentes ont, quant à elles, maintenu ou réduit leurs taux directeurs dans le but de soutenir l'activité économique.

En réponse à une inflation toujours élevée, la Réserve Fédérale américaine a continué d'augmenter les taux d'intérêt et de réduire ses avoirs en titres. Elle a relevé à nouveau la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 25 points de base supplémentaires, en juillet, portant la fourchette de 5,25 à 5,50 %. La Réserve fédérale a également poursuivi la mise en œuvre de son programme de resserrement quantitatif, avec un plafond mensuel

de USD 60 milliards en titres du Trésor et de USD 35 milliards en titres adossés à des créances hypothécaires d'agences.

Graphique 5 : Evolution du taux directeur des principales économies avancées (%)



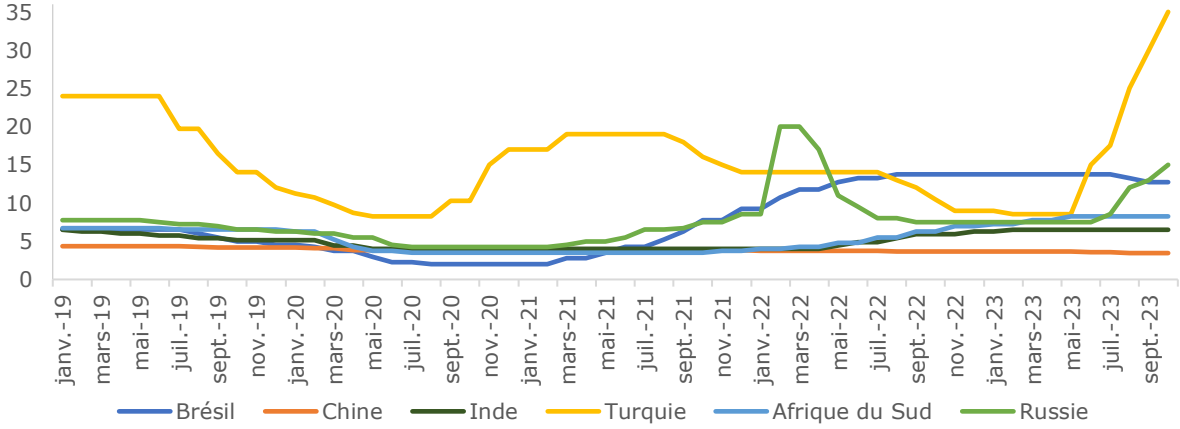
Source : Bloomberg

La BCE a, quant à elle, davantage resserré ses conditions monétaires durant le trimestre sous-revu, dans le but de ramener l'inflation à son objectif de 2,0 %. Elle a ainsi relevé, au cours du trimestre, ses trois taux directeurs de 25 points de base, à deux reprises (août et septembre). Ainsi, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et les taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt ont été portés à 4,50%, 4,75% et 4,00%, respectivement. Elle a annoncé qu'elle prévoyait de mettre fin aux réinvestissements dans le cadre de son programme d'achat d'actifs à partir de juillet 2023.

La Banque d'Angleterre (BoE), de son côté, poursuit sa lutte contre l'inflation très élevée (7,9 % en juin 2023) par rapport à sa cible de 2,0 %. A ce titre, elle a de nouveau relevé son taux directeur de 25 points de base en août pour le fixer à 5,25 %. La Banque d'Angleterre projette une inflation à 5,0 % fin 2024 et prévoit d'atteindre sa cible de 2,0 % en 2025.

La Banque du Japon a poursuivi sa politique monétaire accommodante, maintenant ainsi sa position prudente sur la continuité de l'inflation et de la croissance des salaires au Japon. Ainsi, la Banque a maintenu le taux directeur dans le territoire négatif à -0,1 %.

Graphique 6 : Evolution du taux directeur des principales économies émergentes (%)



Source : Bloomberg

En Chine, la Banque Centrale a de nouveau abaissé ses taux d'intérêts pour stimuler l'investissement et la consommation. En effet, elle a réduit le principal taux directeur en août de 10 points de base à 3,45 %.

Il en est de même pour la Banque Centrale du Brésil, qui a abaissé son taux directeur en août et en septembre de 50 points de base pour le porter à 12,75. La Banque n'avait pas modifié son taux directeur depuis août 2022, préférant ainsi la prudence durant les douze mois suivants.

Quant à la Reserve Banque de l'Inde, elle a décidé de maintenir la prudence en maintenant son taux de référence inchangé à 6,5 %, soit la quatrième réunion consécutive que la Banque décide de maintenir le statu quo sur le taux directeur. Ce dernier a été modifié la dernière fois en février 2023. L'objectif de la Banque est de garantir que l'inflation reste dans la fourchette cible de 2-6 % sans entraver la croissance.

En Russie, la Banque Centrale a relevé son taux directeur trois fois successives en juillet, août et septembre pour le porter à 13 % contre 7,5 % en juin. Elle a réagi face aux pressions inflationnistes de plus en plus élevées avec un taux d'inflation qui a atteint 6,0 % en septembre contre 3,25 % en juin 2023.

La Banque centrale de Turquie a décidé d'engager le processus de resserrement monétaire, afin de faire face au taux d'inflation qui a atteint des sommets, dépassant 50 % au troisième trimestre. Elle a ainsi relevé son taux directeur mensuellement, le fixant à 30 % en septembre contre 15 % en juin 2023.

En Afrique du Sud, étant donné que la tendance baissière de l'inflation s'est maintenue, la Reserve Bank a maintenu la prudence en gardant son taux directeur inchangé au cours du troisième trimestre à 8,25 %. La Banque avait régulièrement augmenté le taux, dont la dernière en date était de 1 point de pourcentage en juin 2023.

En raison de l'accélération de l'inflation, lors de sa session ordinaire du mois de juillet 2023, la Banque Centrale du Nigeria a relevé son taux de 25 points de base, de 18,50 % à 18,75 %. Il en est de même pour la Banque du Ghana qui a aussi relevé son taux directeur de 0,5 point de pourcentage pour le porter à 30% en réponse au taux d'inflation toujours élevé, malgré des baisses progressives. Toutefois, dans la zone UEMOA, la BCEAO a maintenu inchangés les taux directeurs à leur niveau en vigueur depuis le 16 mars 2023, soit à 3,0 % et 5,0 % le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité et le taux guichet de prêt marginal, respectivement.

1.4. Marchés financiers et de change

1.4.1. Marchés financiers

En septembre 2023, la majorité des marchés financiers mondiaux ont navigué dans le territoire négatif, en lien avec les perspectives macroéconomiques incertaines, les évolutions géopolitiques et les résultats d'entreprises moins favorables.

Ainsi, aux Etats-Unis, l'indice Nasdaq 100 tout comme celui S&P 500 se sont contractés de 3,1 % et 3,3 %, respectivement, par rapport à juin, dans un contexte de poursuite de relèvement des taux d'intérêts par la FED contrairement aux anticipations des investisseurs. Le secteur informatique a été l'un des moins performants et dans une moindre mesure l'immobilier.

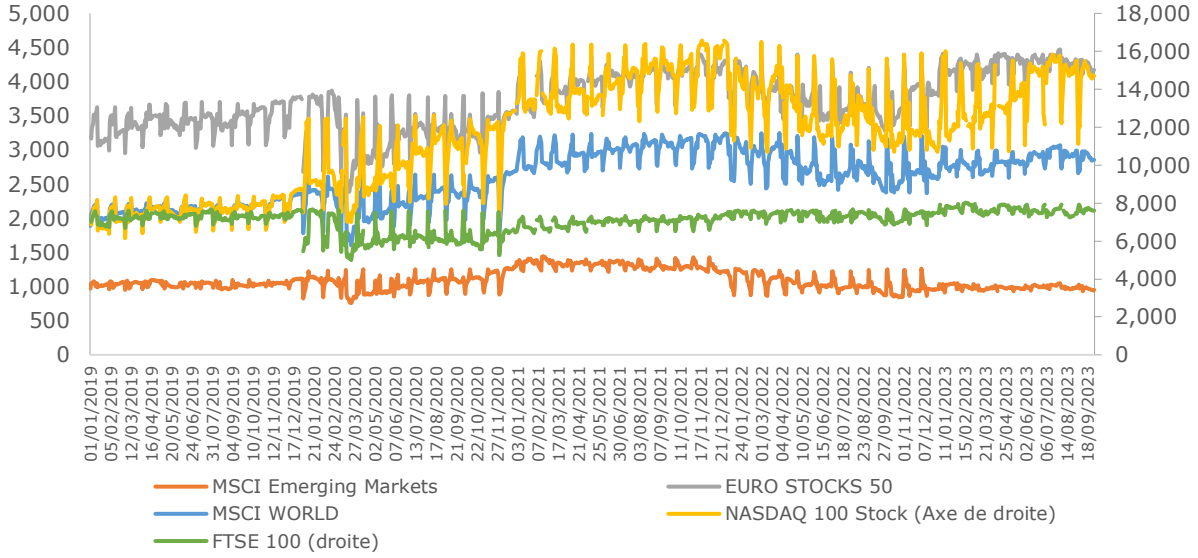
De même, la zone euro a enregistré une baisse de son indice EURO STOXX 50 de 5,1 %, après une hausse de 1,9 % en juin, en lien avec la poursuite de resserrement de la politique

monétaire de la BCE avec ses répercussions sur les dépenses des ménages et les perspectives de croissances moins favorables dans la zone.

Contrairement aux autres marchés, les actions britanniques ont enregistré une performance au cours du trimestre sous-revue avec une progression de l'indice FTSE 100 de 1,0 % après une contraction de 1,3 % en juin. Les secteurs de l'énergie et des matériaux de base ont enregistré un rebond après leur repli aux mois précédents, en profitant de la faiblesse de la livre sterling face au dollar US et de la reprise des prix du pétrole brute.

Au Japon, après avoir été performants au trimestre précédent, l'indice Nikkei 225 a perdu 4,0 % en septembre, en lien en partie avec le resserrement de politique monétaire américain et le rendement des taux en territoire négatif.

Graphique 7 : Evolution des indices boursiers



Source : Bloomberg

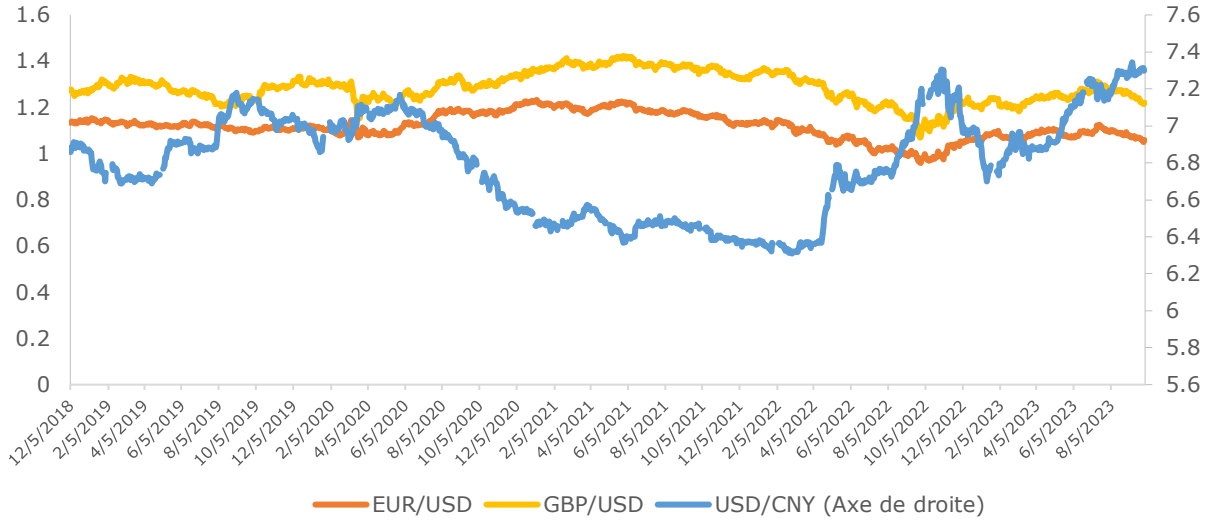
Dans les économies émergentes, l'indice MSCI Emerging Markets (EM) a terminé le trimestre en territoire négatif (-3,8), après une forte croissance en juin (+6,3 %), en lien avec les craintes de maintien prolongé du resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis, couplées avec la persistance de la faiblesse de l'économie Chinoise et les inquiétudes sur son secteur immobilier.

1.4.2. Marché de change

Le dollar américain est resté stable par rapport à la livre sterling, tandis qu'il s'est apprécié vis-à-vis de l'euro (1,4 %) et du yen (6,1 %) au cours de la période.

L'euro s'est généralement apprécié vis-à-vis des principales monnaies au cours du trimestre. Ainsi, il s'est apprécié de 0,3 % vis-à-vis de la livre sterling et du dollar canadien, de 3,0 % vis-à-vis du yen japonais tout comme de 12,0 % vis-à-vis de la lira Turc.

Graphique 8 : Taux de changes des principales devises



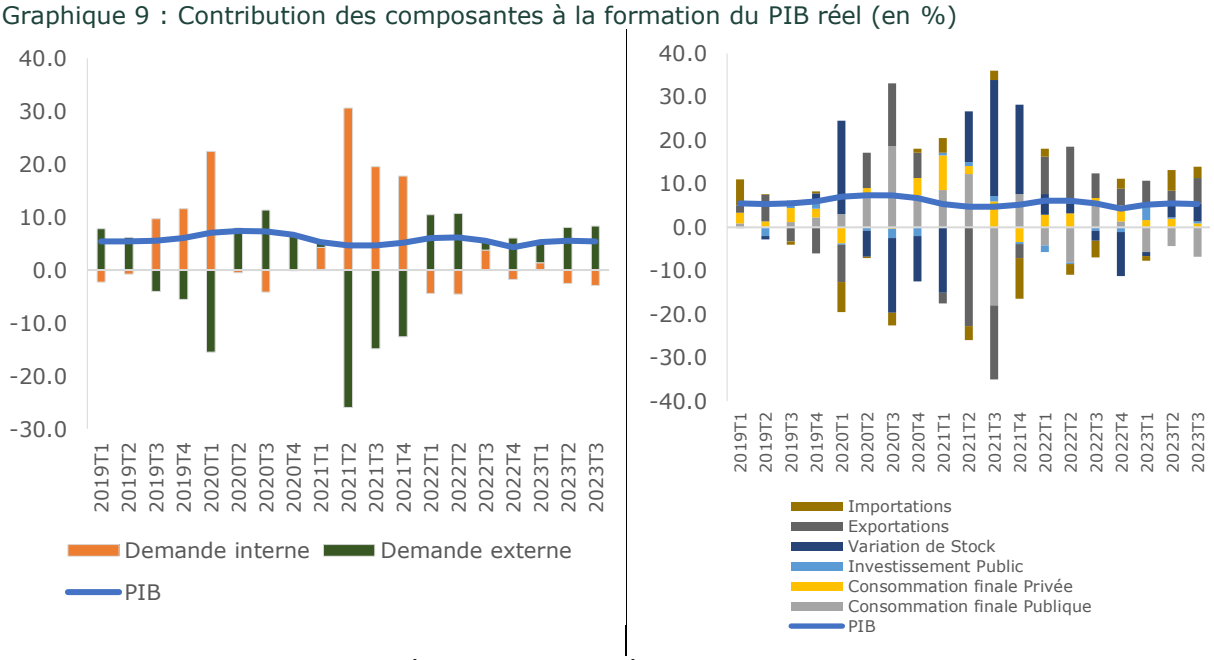
Source : Bloomberg

2. ENVIRONNEMENT NATIONAL

2.1. Croissance économique

Au troisième trimestre 2023, la croissance du PIB s'est établie à 5,4 %, après une croissance de 5,5 % au trimestre précédent. Ce léger ralentissement est expliqué par une baisse continue de la demande intérieure, contenue par une amélioration des exportations nettes.

Graphique 9 : Contribution des composantes à la formation du PIB réel (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.1.1. Demande intérieure

Au troisième trimestre 2023, la demande intérieure s'est détériorée de 3 %, en glissement annuel, contre une contraction de 2,6 % au trimestre précédent. Cette détérioration fait suite notamment à la baisse de la consommation finale publique et des investissements

privés. Sa contribution à la croissance économique s'est établie à -2,9 pp au cours du trimestre sous-revu, contre -2,5 pp au trimestre précédent.

Les investissements privés se sont contractés de 15,8 %, après avoir enregistré une baisse de 36,6 % au trimestre précédent, en lien avec une diminution en glissement annuel des investissements directs étrangers. Les investissements privés ont contribué négativement à la formation du PIB (- 1,8 pp).

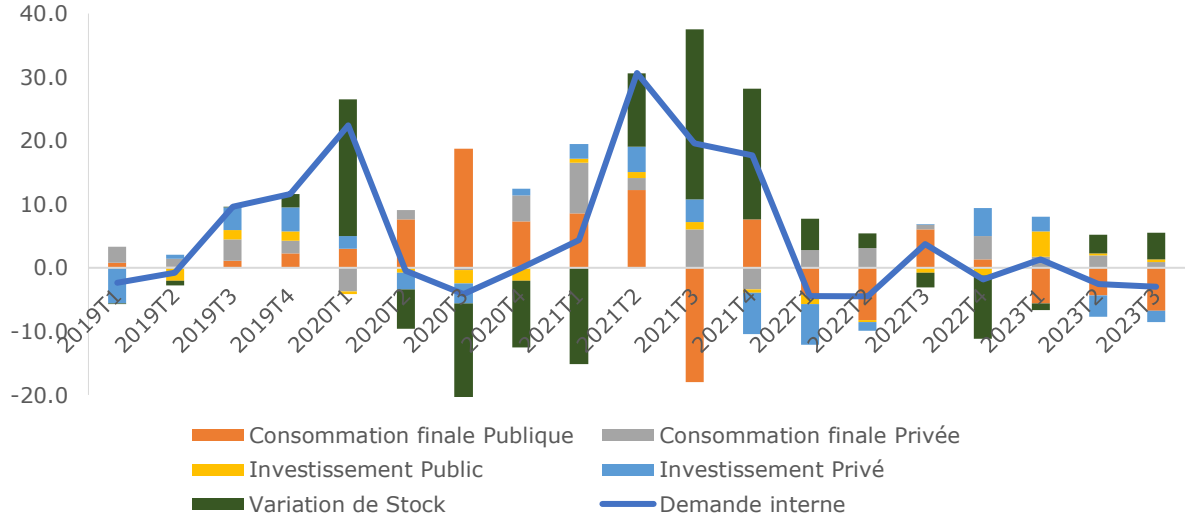
La consommation finale globale s'est réduite de 8,2 % au troisième trimestre 2023, contre une baisse de 3,4 % au deuxième trimestre 2023. Cette baisse est imputable à la réduction de la consommation finale publique, atténuée par l'amélioration de la consommation finale privée.

En effet, dans un contexte de rationalisation des dépenses publiques, notamment les dépenses courantes, la consommation finale publique a reculé de 23,9 %, en glissement annuel, contre une baisse de 14,9 % au trimestre précédent. Sa contribution à la formation du PIB réel est ressortie négative (6,7 pp) au troisième trimestre 2023.

En revanche, la consommation finale privée s'est accrue de 2,0 %, contre 4,5 % au précédent trimestre, en lien avec le ralentissement du rythme de progression de l'inflation. Sa contribution à la croissance du PIB réel a été de 0,9 pp au troisième trimestre 2023, contre 1,9 pp au deuxième trimestre 2023.

S'agissant des investissements publics, ils ont progressé de 42,6 % en glissement annuel, contre 45,4 % à la période précédente. Cette dynamique est expliquée par la poursuite des travaux d'amélioration des infrastructures routières dans tout le pays. Leur contribution à la croissance a atteint 0,5 pp au troisième trimestre 2023.

Graphique 10 : Contribution des composantes à la formation de la demande intérieure (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.1.2. Exportations nettes

Au troisième trimestre 2023, les exportations nettes ont fortement progressé, suite à une hausse des exportations dans un contexte de baisse des importations.

Ainsi, durant la période sous-revue, les exportations se sont accrues de 34,9 %, en glissement annuel, contre 16,1 % au deuxième trimestre 2023, en lien essentiellement avec l'augmentation des exportations des produits miniers, notamment la bauxite et l'or.

Leur contribution à la croissance du PIB réel s'est établie à 5,8 pp au troisième trimestre 2023.

Toutefois, les importations se sont contractées de 15,9 % en glissement annuel au troisième trimestre 2023, en lien avec la baisse, en valeur, des importations des produits pétroliers. Sa contribution à la croissance économique est ressortie à 2,5 pp, contre une contribution de 4,7 % au trimestre précédent.

Tableau 3 : Evolution des Exportations et des Importations de la Guinée (en %)

	2021T4	2022T1	2022T2	2022T3	2022T4	2023T1	2023T2	2023T3
PIB réel	5,2	6,0	6,2	5,6	4,3	5,3	5,5	5,4
Importations	85,6	-12,7	14,6	29,6	-11,8	8,8	-25,9	-15,9
Exportations	-14,5	83,5	148,7	47,4	21,8	27,8	16,1	34,9

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.1.3. Marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi auprès des agences formelles s'est accru de 70,5 % par rapport au trimestre précédent pour atteindre 2 223 au troisième trimestre 2023. De même, en glissement annuel, ce nombre a augmenté de 27,5 %. Le nombre de demandeurs d'emploi est principalement composé d'hommes (91,5 %), contre 8,5 % de femmes. Durant le trimestre, la majorité des demandeurs d'emploi inscrits ont le profil « Ingénierie, industries de transformation et construction (65,4 %) » et « Commerce, administration et droit (18,2 %) ».

Contrairement au trimestre précédent, le nombre d'entreprises créées a augmenté de 13,1 %, pour se situer à 4 676. Ces entreprises sont créées, essentiellement, dans les branches d'activités du commerce (50,1 %) et de prestation de service (21,7 %). Durant le trimestre, le nombre d'entreprises affiliées à la CNSS a baissé de 4,7 % par rapport au deuxième trimestre pour s'établir à 221 entreprises affiliées. En glissement annuel, il a diminué de 6,0 %.

Globalement, ce sont les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 1 et 20 qui sont les plus affiliées à la CNSS durant la période revue.

S'agissant des offres d'emploi au troisième trimestre 2023, elles se sont établies à 159, soit une baisse de 23,6 % par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, elles ont augmenté de 80,7 %.

Parallèlement, le nombre d'embauches s'est établi à 1 507, dont 189 postes pourvus par les agences privées de placement, 435 dans l'Administration centrale (28 contractuels d'Etat et 405 recrutements dans les EPA et Sociétés Publiques), et 478 dans l'Administration locale.

Au troisième trimestre 2023, le nombre d'agents à la fonction publique s'est légèrement réduit de 0,7 % pour atteindre 126 966 agents, essentiellement constitués de fonctionnaires.

2.2. Activité économique

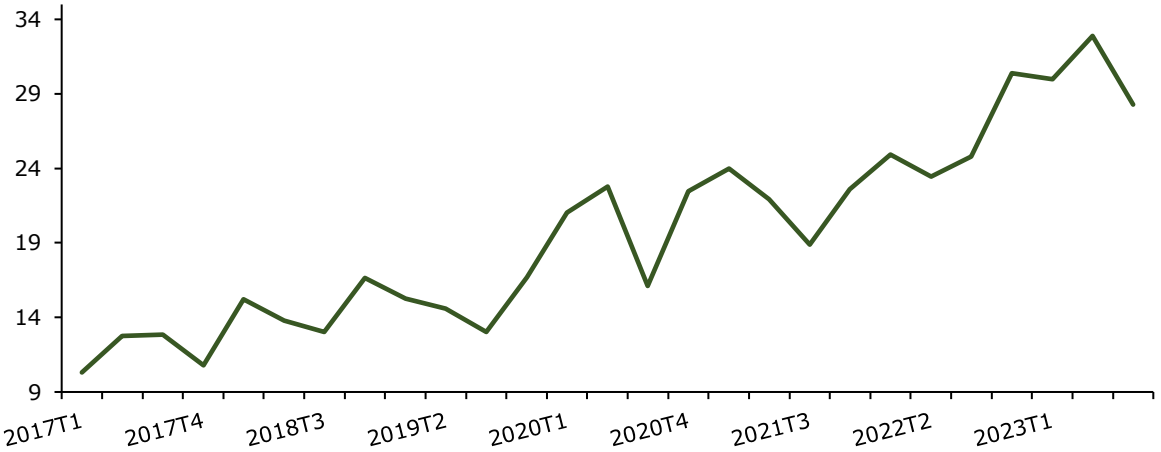
2.1.1. Production industrielle

2.2.1. Production minière

- **Production de Bauxite**

Au troisième trimestre 2023, la production de bauxite baisse d'environ 14,0 % par rapport au trimestre précédent, pour se situer à 28,3 millions de tonnes, en lien avec la baisse de l'activité durant la période de forte pluie. Toutefois, en glissement annuel, elle augmente de 14,2 % par rapport à la même période de 2022.

Graphique 11 : Evolution trimestrielle de la production de bauxite (en millions de tonnes)

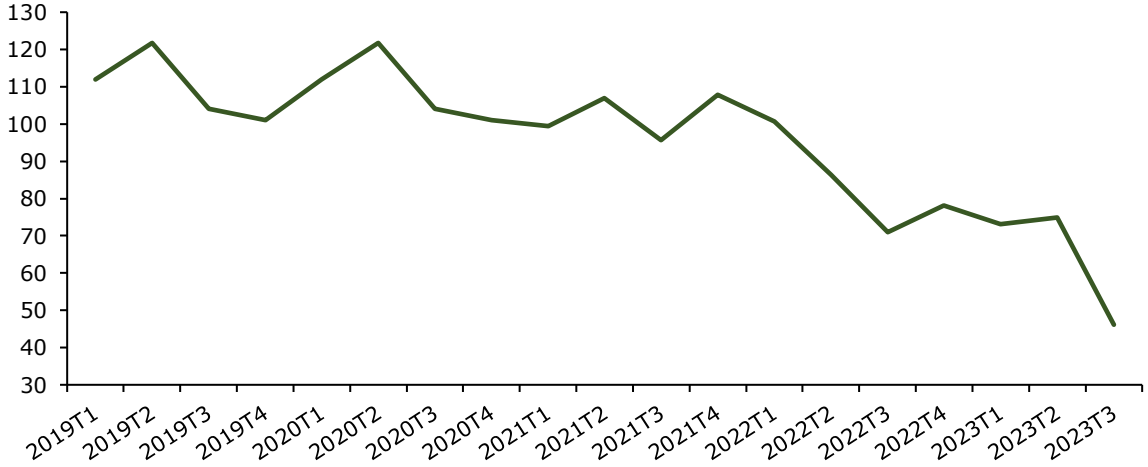


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- **Production d'Alumine**

La production d'alumine baisse de 38,4 % par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 46 135 tonnes au troisième trimestre 2023, en lien avec les difficultés d'exploitation en pleine saison pluvieuse. En glissement annuel, elle s'est contractée de 35,1 %.

Graphique 12 : Evolution trimestrielle de la production d'alumine (en milliers de tonnes)

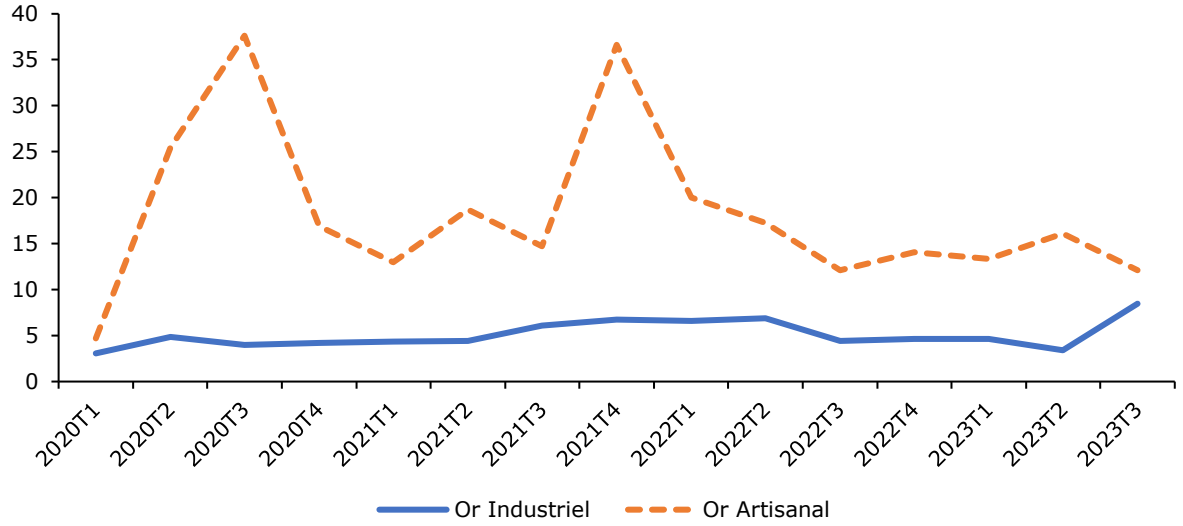


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- **Expédition de matières précieuses**

En légère progression de 5,6 % par rapport au deuxième trimestre 2023, les expéditions d'or, enregistrées au niveau de la BCRG, se sont établies à 20,6 tonnes au troisième trimestre 2023. Cette progression résulte essentiellement du début d'exploitation de la nouvelle mine de Koundara et de l'augmentation des exportations d'or industriel. En glissement annuel, ces expéditions se sont accrues de 24,4 %.

Graphique 13 : Evolution trimestrielle des expéditions d'or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les expéditions de diamant, par le canal de la BCRG, se sont contractées de 94,1 % pour s'établir à 3 320 carats au troisième trimestre 2023, résultant de l'absence d'exploration pour identifier de nouveaux sites d'exploitation de diamant. Ces expéditions ont baissé de 86,1 %, en glissement annuel.

2.1.1.1. Activités industrielles

- **Production d'eau et d'électricité**

La production d'eau s'est accrue de 1,3 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 16 065 000 m3 au troisième trimestre 2023, en raison de l'amélioration des infrastructures de conduite d'eau. En glissement annuel, elle augmente de 2,0 % par rapport à la même période de l'année dernière.

En raison de la perturbation de la distribution de l'électricité dans plusieurs localités suite la destruction de certaines infrastructures de conduite de courant, la production d'électricité a baissé de 6,5 % par rapport au deuxième trimestre 2023, pour atteindre 870 890 mégawatts au troisième trimestre 2023. Toutefois, en glissement annuel, elle a augmenté de 21,7 %.

2.3. Secteur monétaire et financier

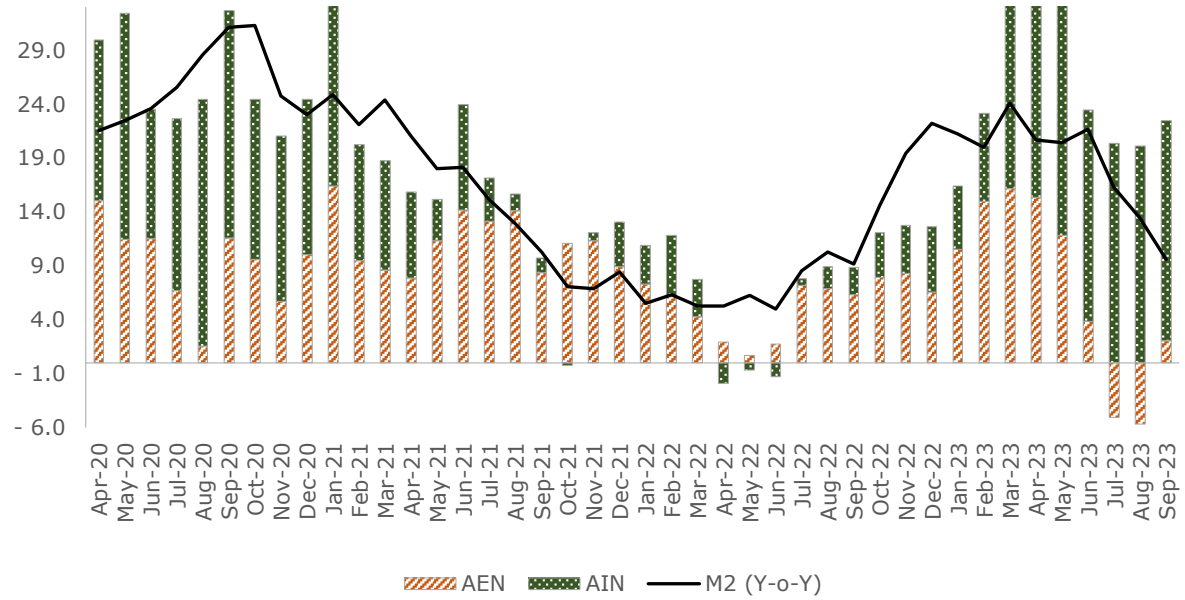
2.3.1. Masse monétaire

Au troisième trimestre 2023, la situation monétaire est marquée par une décélération de la progression de la masse monétaire, constatée depuis fin mars 2023. Ainsi, la masse monétaire s'est établie à GNF 48 044,9 milliards au troisième trimestre 2023, soit une hausse, en glissement annuel, de 9,6 %, contre 21,6 % au deuxième trimestre 2023 et 24,1 % au premier trimestre 2023. Du côté des contreparties, ce ralentissement de la croissance de la masse monétaire est imputable à la baisse continue des avoirs extérieurs nets. Selon les composantes, ce rythme de décélération est le résultat du ralentissement de la croissance des dépôts en devises et des dépôts à terme en GNF.

2.3.1.1. Contreparties de la masse monétaire

La masse monétaire est passée de GNF 43 825,0 milliards à fin septembre 2022 à GNF 48 044,9 milliards à fin septembre 2023, soit une hausse de 9,6 %, résultant essentiellement de l'amélioration des avoirs intérieurs nets, contenue par la contraction des avoirs extérieurs nets.

Graphique 14 : Croissance de la masse monétaire et ses contreparties (% contributions)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les avoirs extérieurs nets se sont élevés à GNF 12 525,3 milliards à fin septembre 2023, contre GNF 17 244,1 milliards à fin septembre 2022, soit une baisse de 27,4 % en glissement annuel. Cette baisse est essentiellement liée à la contraction des avoirs extérieurs nets de la BCRG et dans une moindre mesure à celle des avoirs extérieurs des banques commerciales.

En baisse de 36,6 % en glissement annuel, les avoirs extérieurs nets de la BCRG se sont établis à GNF 7 161,7 milliards à fin septembre 2023, contre GNF 11 300,1 milliards à la même période de l'année précédente. Cette chute est expliquée par les transferts à l'étranger qui sont effectués par la BCRG pour le compte des banques résidentes, les règlements des dépenses courantes de l'Etat et des entreprises publiques ainsi que les paiements de la dette extérieure.

De même, les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont baissé de 9,8 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 5 363,5 milliards à fin septembre 2023, en raison des règlements des lettres de crédits de la Société Nationale des Pétroles pour une valeur de USD 750,90 millions.

En comparaison par rapport à fin septembre 2022, les avoirs intérieurs nets se sont renforcés de 33,6 % pour se chiffrer à GNF 35 519,6 milliards à fin septembre 2023. Cette évolution est l'effet combiné de la hausse du stock brut d'or de la BCRG, des créances sur le secteur privé ainsi que de la détérioration de la Position Nette du Trésor dans les banques commerciales, malgré un contexte d'amélioration de la Position Nette du Trésor dans les livres de la BCRG.

Tableau 4 : Avoirs intérieurs nets (en milliards de GNF)

	juin-22	sept-22	déc-22	mars-23	juin-23	sept-23
AIN	**24 395,4**	**26 580,9**	**29 246,6**	**34 593,1**	**32 579,5**	**35 519,6**
Créances sur le Secteur Public	17 710,8	17 739,9	20 003,9	20 877,2	20 305,9	20 072,2
dont PNT	8 280,6	8 853,7	9 575,5	9 738,8	9 351,9	9 058,0
Créances sur le Secteur Privé	14 893,4	16 350,7	17 249,2	17 519,8	17 916,1	18 038,1
Autres Postes nets	-8 208,8	-7 509,7	-8 006,5	-3 803,9	-5 642,5	-2 590,7

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En effet, les créances au secteur privé se sont accrues de 10,3 % en glissement annuel, pour s'établir GNF 18 038,11 milliards à fin septembre 2023. Les secteurs du commerce, des hydrocarbures, de l'industrie, de l'énergie et des BTP sont les principaux secteurs bénéficiaires de ces crédits. Par rapport à fin juin 2023, les crédits au secteur privé n'ont enregistré qu'une augmentation de GNF 122 milliards.

En s'établissant à GNF 9 058,0 milliards à fin septembre 2023, la Position Nette du Trésor dans les livres de la BCRG s'est détériorée de 2,3 % en glissement annuel. Toutefois, elle s'est améliorée de 5,4 % par rapport à fin décembre 2022 et de 3,1 % par rapport à fin juin 2023, en lien avec la mobilisation des ressources internes par l'Etat (droits de douanes, impôts et taxes, Obligations du Trésor).

En revanche, la Position Nette du Trésor dans les banques commerciales s'est détériorée de 20,5 % en glissement annuel, en lien avec les souscriptions massives des banques aux Obligations du Trésor (GNF 3 636,42 milliards) et aux Bons du Trésor (GNF 2 302,44 milliards) et contenue par les remboursements des titres d'Etat et des emprunts obligataires (Obligations du Trésor entre janvier et septembre 2023).

2.3.1.2. Composantes de la masse monétaire

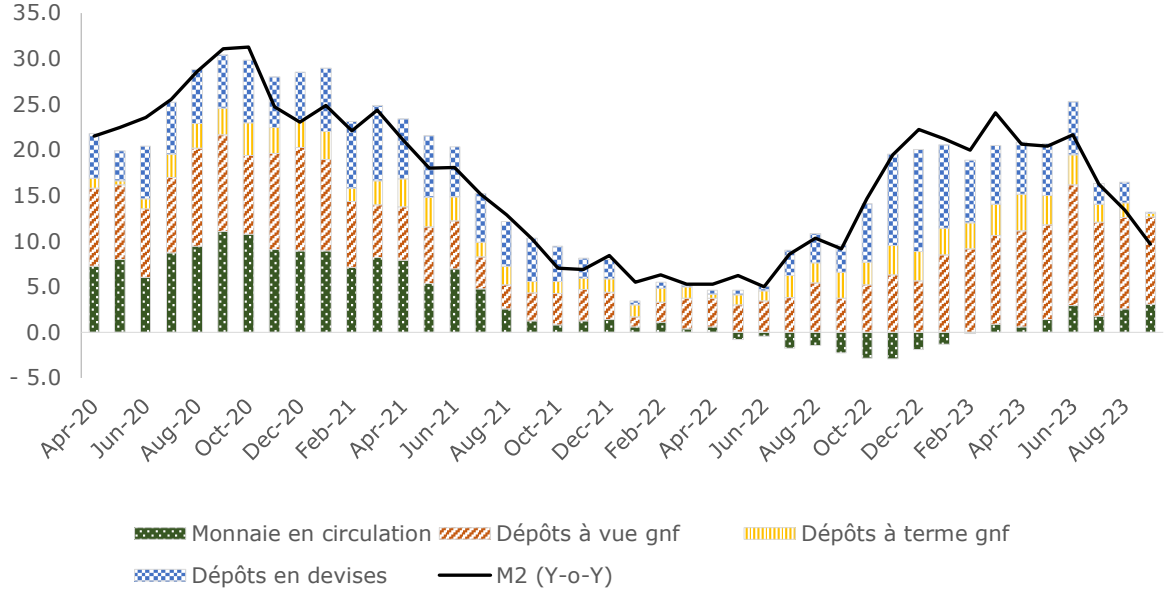
La progression de la masse monétaire en glissement annuel à fin septembre 2023 est portée essentiellement par l'accroissement des dépôts en GNF (+12,2 %) et de la monnaie en circulation (+12,6 %). Ces deux composantes ont contribué respectivement à hauteur de 62,7 % et de 32,1 % à la croissance de la masse monétaire.

En effet, la progression de 12,2 % des dépôts en francs guinéens qui s'établissent à GNF 25 705,8 milliards à fin septembre 2023, s'explique principalement par la hausse des crédits accordés au secteur privé et des dépôts des clients évoluant dans les secteurs des mines, des hydrocarbures, des BTP et des télécommunications.

Comme les trimestres précédents, les dépôts en francs guinéens sont constitués à 80 % des dépôts à vue et 20 % des dépôts à terme.

De même, à fin septembre 2023, la quantité de monnaie en circulation s'est établie à GNF 12 147,3 milliards, soit un accroissement de 12,6 %, en lien avec les achats d'or brut en franc guinéen par la Banque Centrale.

Graphique 15 : Evolution de la masse monétaire et de ses composantes (% contribution)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Toutefois, le ralentissement de la croissance de la masse monétaire s'explique par celui enregistré par les dépôts en devises. En effet, la croissance des dépôts en devise est passée de 26,4 % à fin juin 2023 à 0,6 % à fin septembre 2023, en raison des règlements des lettres de crédit à l'étranger pour le compte de la clientèle résidente des banques.

Tableau 5 : Décomposition des dépôts (GNF et devise)

	juin-22	sept-22	déc-22	mars-23	juin-23	sept-23
Dépôts en GNF	20 729,0	22 903,2	24 985,9	27 167,9	26 112,6	25 705,8
dont à vue gnf	16 681,9	18 164,3	19 921,7	21 860,2	20 683,0	20 810,3
à terme gnf	4 047,1	4 738,9	5 064,3	5 307,7	5 429,6	4 895,5
Dépôts en devises	9 204,0	10 130,8	13 305,7	12 003,2	11 652,3	10 191,8

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

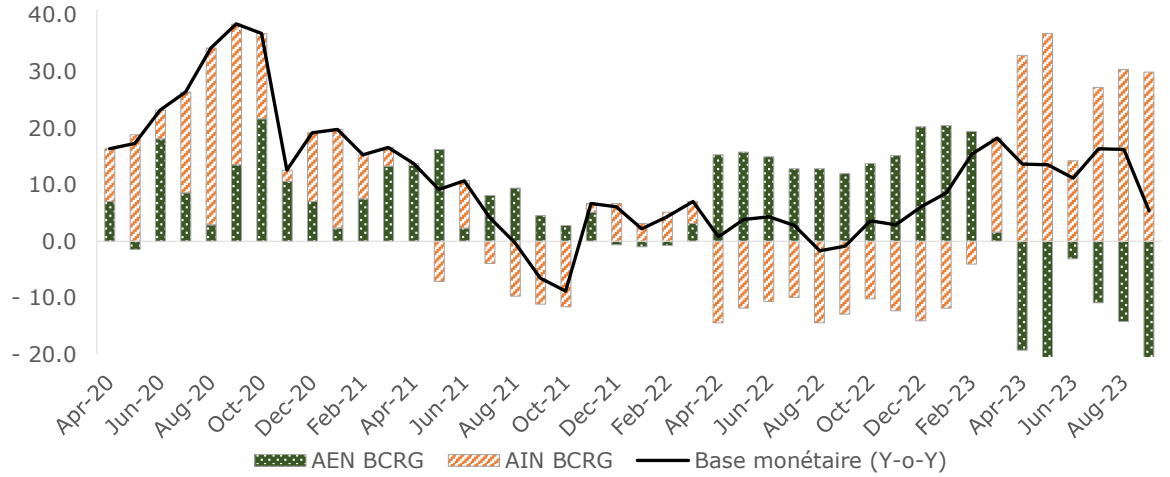
2.3.1.3. Base monétaire

La base monétaire s'est accrue de 5,4 %, en glissement annuel, pour se situer à GNF 17 806,8 milliards à fin septembre 2023, en raison de la consolidation des avoirs intérieurs nets de la BCRG.

Les avoirs intérieurs nets de la BCRG ont presque doublé, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 10 645,1 milliards à fin septembre 2023.

Par contre, les avoirs extérieurs nets de la BCRG ont baissé de 36,6 %, en glissement annuel, pour atteindre GNF 7 161,7 milliards à fin septembre 2023, en lien avec la baisse des avoirs en devises.

Graphique 16 : Evolution de la base monétaire et contributions de ses contreparties (%)



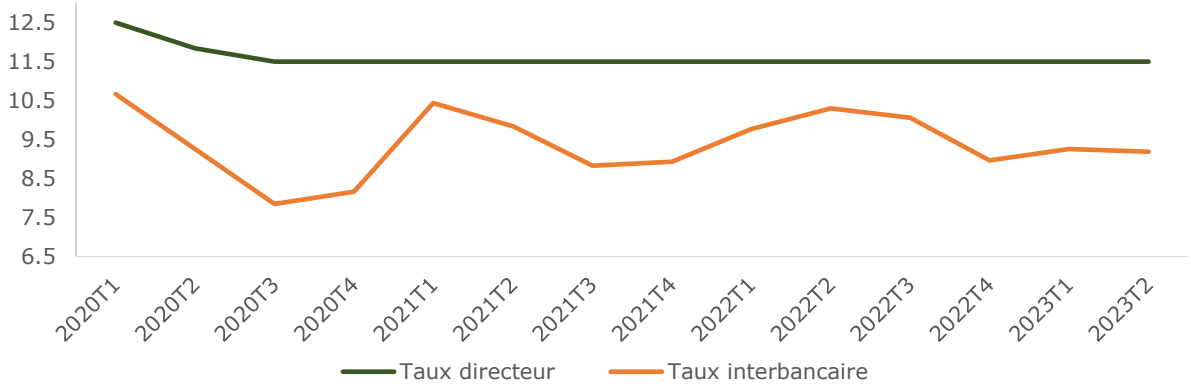
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.2. Conditions monétaires

2.3.2.1. Evolution des taux d'intérêt

Dans le contexte de ralentissement de l'inflation, le Comité de Politique Monétaire a décidé, le 22 septembre 2023, d'assouplir les conditions monétaires, en baissant le taux directeur de 11,5 % à 11 % et le taux des réserves obligatoires de 15 % à 13 %. Cette décision a eu un impact significatif tant sur l'évolution des principaux taux que sur la liquidité du système bancaire.

Graphique 17 : Evolution de certains taux d'intérêt



Source : Banque Centrale de la république de Guinée

Ainsi, les taux pratiqués par les banques ont enregistré des évolutions divergentes au troisième trimestre 2023. Le taux créditeur minimum sur les dépôts à terme est ressorti en moyenne à 3,3 % au troisième trimestre 2023, contre 3,5 % au cours du trimestre précédent, soit une baisse de 20 points de base. En glissement annuel, il a baissé de 50 points de base.

Par contre, le taux créditeur minimum sur les comptes d'épargne est stable à 2,8 % au troisième trimestre 2023.

Parallèlement, le taux débiteur maximum des banques s'est situé en moyenne à 18,3 %, contre 18,2 % au deuxième trimestre 2023, soit une hausse de 10 points de base. En glissement annuel, il a baissé de 70 points de base.

Tableau 6 : Taux créditeurs et débiteurs (en %)

Trimestre	Taux créditeurs sur les comptes d'épargne (Min)	Taux créditeurs sur les dépôts à terme	Taux de base bancaire	Taux débiteurs sur opérations de crédits (Max)
2022T1	2,6	3,7	15,3	18,3
2022T2	2,7	3,4	15,3	19,4
2022T3	2,7	3,8	15,3	19,0
2022T4	2,8	3,9	15,4	19,1
2023T1	2,8	3,8	15,3	18,8
2023T2	2,8	3,5	15,2	18,2
2023T3	2,8	3,3	15,2	18,3

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.2.2. Evolution de la liquidité bancaire et des transactions sur le marché interbancaire

A fin septembre 2023, la liquidité globale du système bancaire a enregistré une contraction de 6,7 %, en glissement annuel, pour s'établir à GNF 5 139,1 milliards. Par rapport à fin juin 2023, elle a baissé de 22,9 %. Cette contraction est imputable aux souscriptions des banques aux Obligations d'Etat en septembre 2023.

Le troisième trimestre 2023 s'est caractérisé par une augmentation significative, en glissement annuel, du volume global des transactions sur le marché interbancaire. En effet, le volume global des transactions, toutes maturités confondues, s'est élevé à GNF 3 345 milliards au troisième trimestre 2023, soit une hausse de 153,6 %, en glissement annuel. Cependant, ce volume global baisse de 46,0 % par rapport au trimestre précédent.

Parallèlement, au troisième trimestre 2023, le taux d'intérêt moyen pondéré des transactions, toutes maturités confondues, s'est établi à 8,9 %, soit une baisse de 30 points de base.

En termes de structure par compartiment, le volume des transactions interbancaires de maturité 7 jours représente 40 % du volume global des transactions au troisième trimestre 2023, contre 41 % au trimestre précédent. Le taux moyen pondéré sur ce compartiment à une semaine s'est situé à 8,7 %, contre 9,4 % au trimestre précédent et 9,9 % au troisième trimestre 2022.

Tableau 7 : Transactions sur le marché interbancaire

Trimestre	Volume total des transactions (Milliards GNF		Taux moyen pondéré	
	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine	Toutes maturités confondues	Maturité à une semaine
2022T1	790	405	9,8%	10,0%
2022T2	1 160	467	10,3%	8,6%
2022T3	1 319	606	10,1%	9,9%
2022T4	926	174	9,0%	9,1%
2023T1	5 476	3 689	9,3%	9,2%
2023T2	6 199	2 510	9,2%	9,4%
2023T3	3 345	1 032	8,9%	8,7%

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.3. Marché des Bons du trésor

Sur le marché des Bons du Trésor, le montant global des émissions pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances est passé de GNF 5 492,5 milliards au troisième trimestre 2022 à GNF 8 192 milliards au troisième trimestre 2023, soit une augmentation

de 49,2 %. Sur la même période, le montant souscrit par les Banques, les Compagnies d'Assurances et les Mutuelles a enregistré une hausse de 10,1 %, pour s'établir à GNF 6 472,0 milliards. De même, le volume global des offres adjugées a augmenté de 30,6 % pour se situer à GNF 5 342,0 milliards. Par conséquent, le taux d'absorption s'est accru pour atteindre 8,6 % au troisième trimestre 2023, contre 69,6 % à la même période de l'année précédente.

Par rapport au trimestre précédent, les émissions ont enregistré une hausse significative de 58,3 %, les souscriptions ont connu une augmentation de 91,3 %, et les adjudications ont progressé de 96,9 %. Ces augmentations s'expliquent par le besoin croissant de l'État de faire face au remboursement des échéances des bons du Trésor sur la période et de mettre à la disposition du Trésor de nouvelles ressources en vue de renforcer le volant de trésorerie de l'État.

Au troisième trimestre 2023, le marché des Bons du Trésor s'est caractérisé par la non-émission de BdT à 91 jours. S'agissant des autres durées, le taux moyen pondéré pour les BdT à 182 jours a atteint 12,1 %, soit une hausse de 1,3 pp par rapport à la même période de l'année précédente. Sur la même période, le taux pour les BdT à 364 jours s'est accru de 1,5 pp pour se chiffrer à 12,9 %. Par rapport au trimestre précédent, les taux de maturités de 182 jours et 364 jours ont augmenté de 2,3 pp et 1,6 pp, respectivement.

2.3.4. Marché des changes

2.3.4.1. Cours de change

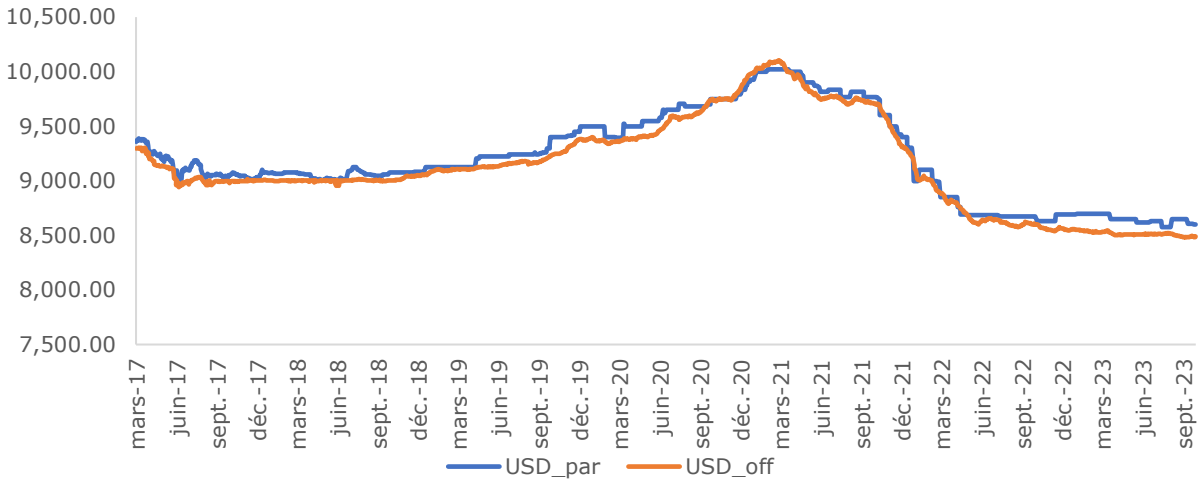
Depuis 2021, le franc guinéen poursuit son appréciation vis-à-vis des principales devises, malgré une dépréciation par rapport à l'euro, observée depuis le début du quatrième trimestre 2022.

En effet, concernant le dollar, le taux de change officiel à fin septembre 2023 s'est situé à GNF 8 487,2130, soit une appréciation de 1,3 % par rapport à fin septembre 2022. De même, le franc guinéen s'est apprécié de 0,8 % sur le marché des bureaux de change agréés pour s'établir à GNF 8 602,5.

En outre, par rapport à fin juin 2023, le franc guinéen s'est également apprécié de 0,3 % à la fois sur le marché officiel et le marché des bureaux de change agréés.

Par ailleurs, la prime de change du dollar US s'est davantage creusée, passant de 0,8 % à fin septembre 2022 à 1,3 % à fin septembre 2023. Toutefois, elle s'est réduite de 0,1 point de pourcentage par rapport à fin juin 2023.

Graphique 18 : Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport aux principales devises



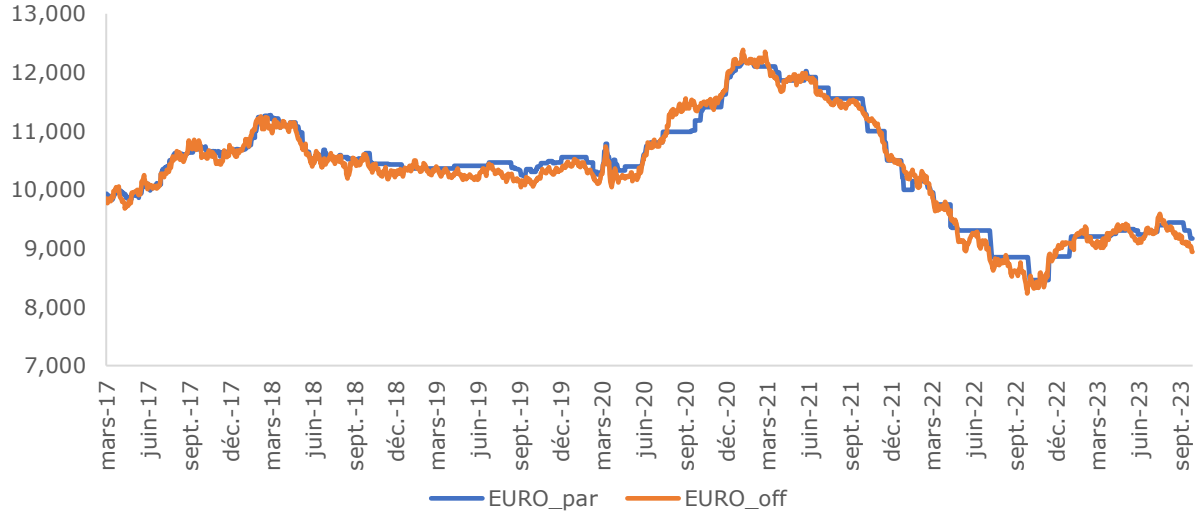
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Par rapport à l'euro, le franc guinéen a enregistré des dépréciations aussi bien sur le marché officiel que dans les bureaux de change agréés. En effet, le taux de change officiel s'est situé à GNF 8 944,6683 à fin septembre 2023, soit une dépréciation de 7,1 % par rapport à la même période de l'année précédente. De même, dans les bureaux de change agréés, il s'est situé à GNF 9 166,6667, soit une dépréciation de 3,4 % sur la même période.

Cependant, par rapport à fin juin 2023, le franc guinéen s'est apprécié de 3,9 % et de 1,4 %, respectivement sur le marché officiel et celui des bureaux de change agréés. Quant à la prime de change de l'euro, elle s'est rétrécie, passant de 5,6 % à fin septembre 2022 à 2,4 % à fin septembre 2023. Cependant, elle s'est élargie par rapport à sa valeur de fin juin 2023 (-0,1 %).

Depuis fin septembre 2023, le taux de change du dollar oscille entre GNF 8 488 et GNF 8 500, soit une dépréciation insignifiante de 0,1 % sur le marché officiel. Sur ce même marché, le franc guinéen s'est également déprécié. Cependant, sur le marché des bureaux de change agréés, le franc guinéen continue sa tendance d'appréciation, à la fois face au dollar américain et à l'euro.

Graphique 19: Evolution du taux de change du franc guinéen par rapport à l'euro

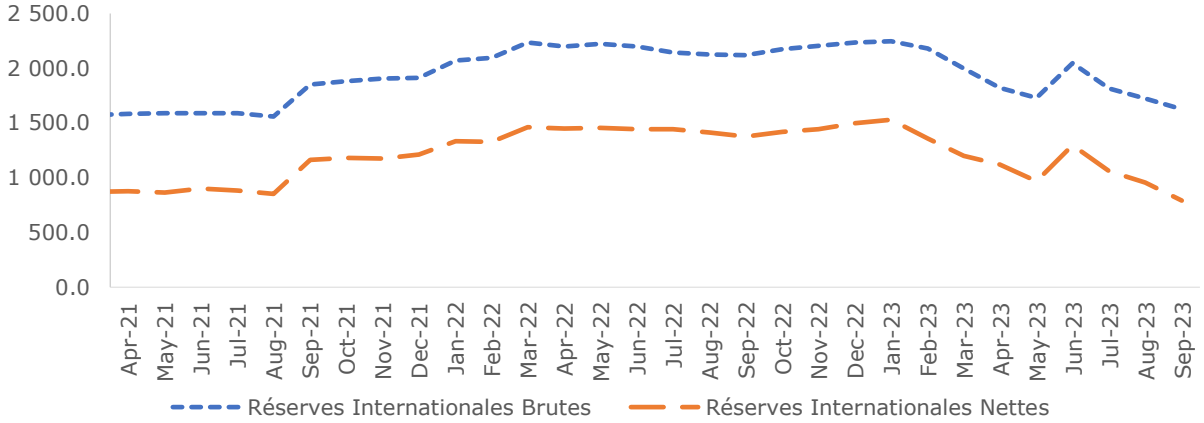


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.4.2. Réserves de change

Les réserves de change, en glissement annuel, continuent de baisser. En effet, après des baisses respectives de 6,9 % et 10,4 % à fin juin 2023, les réserves internationales brutes et les réserves internationales nettes se sont davantage contractées de 23,5 % et 42,5 %, respectivement, à fin septembre 2023. Ainsi, elles se sont établies à USD 1 626,8 millions, pour les réserves internationales brutes et USD 790,9 pour les réserves internationales nettes. Toutefois, ce niveau de réserves est suffisant pour couvrir plus de trois (3) mois d'importations de biens et services.

Graphique 20 : Evolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD)



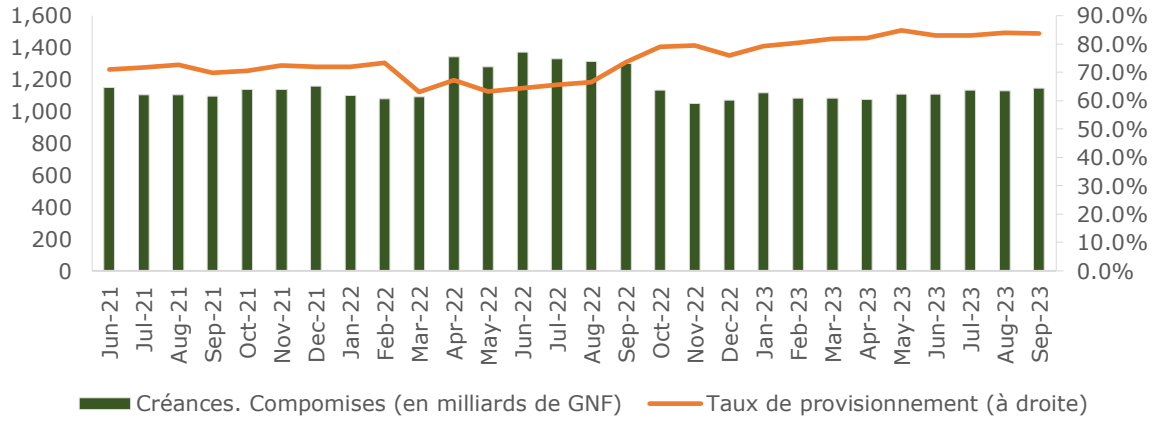
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.5. Stabilité financière

Comme aux trimestres précédents, la qualité du portefeuille du secteur bancaire a continué de s'améliorer au cours du troisième trimestre 2023. En effet, les créances compromises, en s'établissant à GNF 1 125,8 milliards à fin septembre 2023, ont enregistré une baisse de près de 1 %, en glissement annuel, après une baisse de 14,7 % enregistrée à fin juin 2023.

Les banques ont constitué des provisions afin de couvrir ces créances compromises. Ces provisions se sont élevées à GNF 943 milliards à fin septembre 2023, soit un taux de provisionnement d'environ 84 %, un niveau supérieur à ceux constitués en juin 2023 (83,9 %) et mars 2023 (81,9 %).

Graphique 21 : Créance compromises et niveau de provision



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

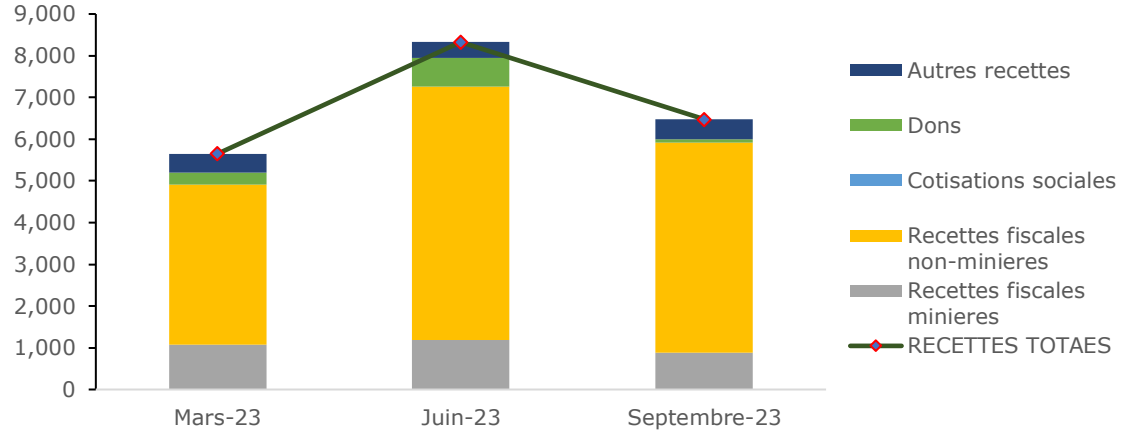
2.4. Secteur des finances publiques

Comme au précédent trimestre, l'exécution des finances publiques, au troisième trimestre 2023, est marquée par une amélioration des principaux indicateurs budgétaires, en lien avec une baisse plus prononcée des dépenses publiques.

2.4.1. Recettes

Au troisième trimestre 2023, les recettes mobilisées par l'Etat ont reculé de 22,3 % pour se situer à GNF 6 472,0 milliards, après avoir atteint GNF 8 326,1 milliards au second trimestre 2023. Ce résultat indique une contre-performance, comparée au second trimestre qui avait enregistré une hausse trimestrielle de près de moitié des recettes budgétaires. Cette contraction des recettes est expliquée par la baisse simultanée des recettes fiscales, minières et non-minières et des dons collectés et contenue par une amélioration des autres recettes.

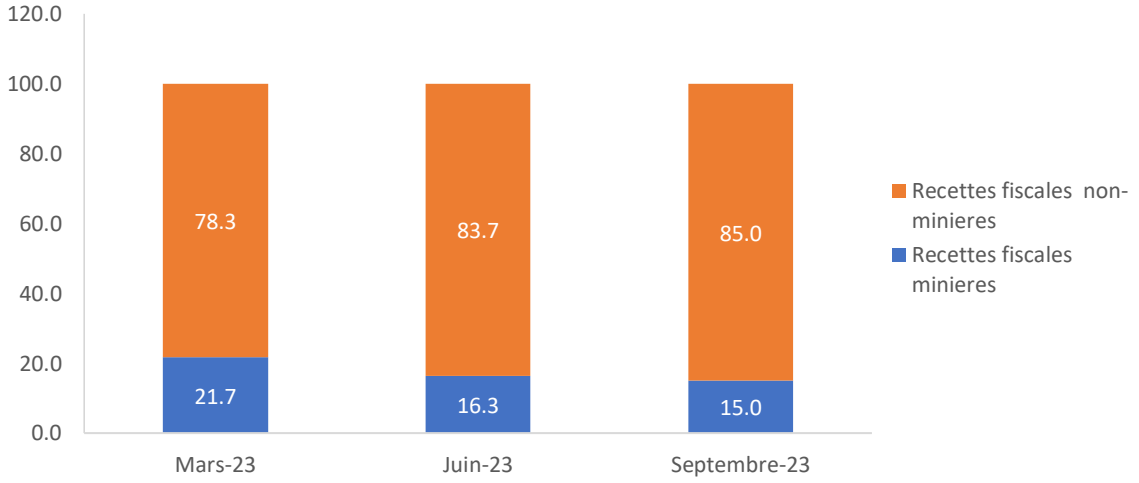
Graphique 22 : Evolutions des recettes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du budget

Ainsi, les recettes fiscales ont fléchi de 18,4 % par rapport au second trimestre 2023, pour se situer à GNF 5 918,8 milliards au troisième trimestre 2023, en lien avec la contre-performance enregistrée au niveau de la mobilisation aussi bien des recettes fiscales du secteur non-minier que celle des recettes du secteur minier.

Graphique 23 : Evolutions des recettes minières et non-minières (% des recettes totales)



Source : Ministère du Budget

En effet, les recettes fiscales du secteur non-minier se sont situées à GNF 5 028,6 milliards au troisième trimestre 2023, contre GNF 6 068,7 milliards au trimestre précédent, soit une contraction de 17,1 %. De même, les recettes fiscales du secteur minier ont reculé pour se situer à GNF 890,2 milliards au troisième trimestre, contre GNF 1 184,8 milliards au second trimestre 2023, soit une baisse de 24,9%. La contribution de ce secteur aux recettes fiscales est passée de 21,7 % au premier trimestre à 16,3 % au second trimestre 2023, puis à 15,0 % au troisième trimestre 2023.

L'analyse par composante montre que la baisse des recettes fiscales constatée au troisième trimestre 2023 est portée par l'ensemble des composantes, dont : « impôts sur le revenu, les bénéfices, et les gains en capital » (GNF 1 259,5 milliards, soit -44,3 %), « impôts sur les biens et services » (GNF 3 041,1 milliards, soit -6,9 %), « impôts sur le commerce extérieur » (GNF 1 472,3 milliards, soit- 4,0 %) et « impôts sur les salaires et la main d'œuvre » (GNF 114,4 milliards, soit -9,9 %).

Tableau 1 : Recettes mobilisées de l'Etat (en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
RECETTES	5 649,8	8 326,1	6 472,0
Recettes fiscales	4 907,1	7 253,4	5 918,8
dont secteur minier	1 067,3	1 184,8	890,2
dont secteur non-minier	3 839,8	6 068,7	5 028,6
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	738,7	2 263,2	1 259,5
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	128,1	127,0	114,4
Impôts sur le patrimoine	26,0	56,0	29,4
Impôts sur les biens et services	2 577,1	3 267,7	3 041,1
Impôts sur le commerce ext et les transactions int.	1 432,6	1 533,0	1 472,3
Autres recettes fiscales	4,6	6,5	2,1
Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
Autres recettes	454,3	381,5	476,5

Source : Ministère du Budget

Concernant les dons, l'Etat en a mobilisé nettement moins que la période précédente, soit GNF 76,6 milliards au troisième trimestre, contre GNF 691,2 milliards au second trimestre 2023. Les dons reçus par l'Etat sont, essentiellement, constitués de dons courants mobilisés auprès des organisations internationales et destinés à certains secteurs prioritaires de l'économie guinéenne.

Tableau 2 : Dons mobilisés par l'Etat (en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
Dons	288,5	691,2	76,6
Reçus d'administrations publiques étrangères	0,0	0,0	0,0
Courants	0,0	0,0	0,0
En capital	0,0	0,0	0,0
Reçus d'organisations internationales	288,5	691,2	76,6
Courants	0,0	0,0	76,6
En capital	288,5	691,2	0,0
Reçus d'autres unités d'administration publique	0,0	0,0	0,0
Courants	0,0	0,0	0,0
En capital	0,0	0,0	0,0

Source : Ministère du Budget

Contrairement au trimestre précédent, les recettes non-fiscales ont progressé d'un-quart, pour se situer à GNF 476,5 milliards, correspondant à une augmentation de GNF 95 milliards par rapport au second trimestre 2023. Cette performance de la collecte des recettes non-fiscales est en lien avec l'amélioration enregistrée au niveau de toutes ses composantes, à savoir : « revenu de la propriété » (GNF 52,1 milliards, soit +22,7 %), « vente de biens et services » (GNF 39,7 milliards, soit +29,8 %), « amendes, pénalités et confiscations » (GNF 1,4 milliard, +8,2 %) et « transferts volontaires autres que les dons » (GNF 1,8 milliard, soit +146,9 %).

2.4.2. Dépenses publiques

Les dépenses publiques ont baissé de près de 24 % par rapport au trimestre précédent pour se situer à GNF 6 156,5 milliards au troisième trimestre 2023. Cette baisse est imputable à la fois à la contraction constatée au niveau des charges et de l'acquisition nette d'actifs non financiers (dépenses d'investissements nettes).

2.4.2.1. Charges

Au cours du troisième trimestre 2023, les charges de l'Etat sont passées de GNF 5 602,1 milliards au deuxième trimestre 2023 à GNF 5 246,1 milliards au troisième trimestre 2023, soit un recul de 6,4 %. Ce recul est expliqué par la baisse des dépenses sur biens et services, des dons versés par l'administration publique et des subventions. La baisse est contenue par la hausse du paiement des intérêts sur la dette et les prestations sociales versées.

En effet, les dépenses sur biens et services ont reculé de 25,9%, par rapport au second trimestre 2023, pour s'établir à GNF 1 064,0 milliard au troisième trimestre 2023, en lien avec les décisions de suspension des missions à l'étranger de certains hauts responsables de l'administration publique. De même, les subventions et les dons accordés aux sociétés et administrations publiques ont chuté de 32,3 % et 28,0 % par rapport au dernier trimestre, pour se situer, respectivement, à GNF 442,1 milliards et GNF 646,0 milliards. Par contre, les dépenses de traitement et salaires ont légèrement accru de 2,4 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à GNF 1 781,1 milliards au troisième trimestre 2023. Parallèlement, les « prestations sociales » de l'Etat ont presque doublé pour atteindre GNF 564,0 milliards au troisième trimestre 2023.

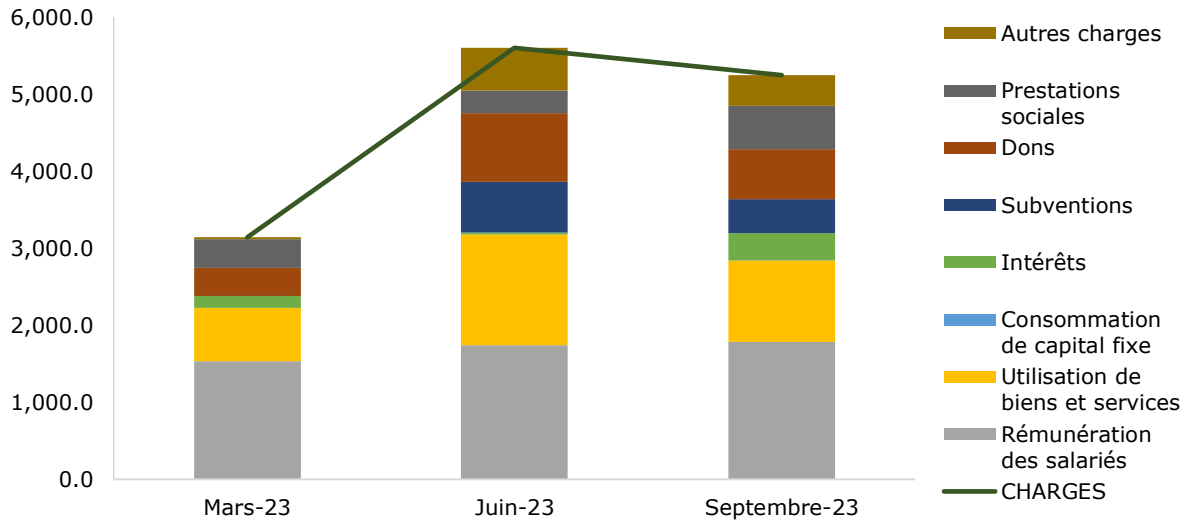
Tableau 3 : Evolution trimestrielle des dépenses publiques (en milliards de GNF)

	Mars-23	**Juin-23**	**Sep-23**
DEPENSES	4 556,6	8 109,0	6 156,5
CHARGES	3 143,0	5 602,1	5 246,1
Rémunération des salariés	1 533,7	1 739,0	1 781,1
Utilisation de biens et services	691,3	1 436,1	1 064,0
Consommation de capital fixe	0,0	0,0	0,0
Intérêts	155,4	31,4	350,3
Subventions	0,2	653,5	442,1
Dons	364,9	897,9	646,0
Prestations sociales	375,4	293,3	564,0
Autres charges	22,0	550,9	398,4

Source : Ministère du Budget

Les paiements d'intérêts ont bondi pour se situer à GNF 350,3 milliards au troisième trimestre 2023, contre GNF 31,4 milliards au second trimestre. Cette évolution remarquable est imputable à la fois au paiement des intérêts aux non-résidents qui a presque doublé pour se situer à GNF 74,8 milliards, et au paiement des intérêts aux résidents du secteur privé dont le montant s'est élevé à GNF 275,5 milliards.

Graphique 24 : Evolution des charges publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

2.4.2.2. Investissement brut/net dans les actifs non financiers

Les dépenses en capital de l'Etat ont nettement chuté, passant de GNF 2 506,9 milliards au deuxième trimestre à GNF 910,4 milliards au troisième trimestre, soit une diminution de près de deux-tiers. L'ensemble de ces investissements sont destinés à l'acquisition des actifs fixes, notamment « Bâtiments et ouvrages de génie civile » et « machines et équipements ».

Tableau 4 : Investissement brut/net dans les actifs non-financiers (en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
Acquisition nette d'actifs non-financiers	1 413,7	2 506,9	910,4
Actifs fixes	1 413,7	2 506,9	910,4
Stocks	0,0	0,0	0,0
Objets de valeur	0,0	0,0	0,0
Actifs non produits	0,0	0,0	0,0

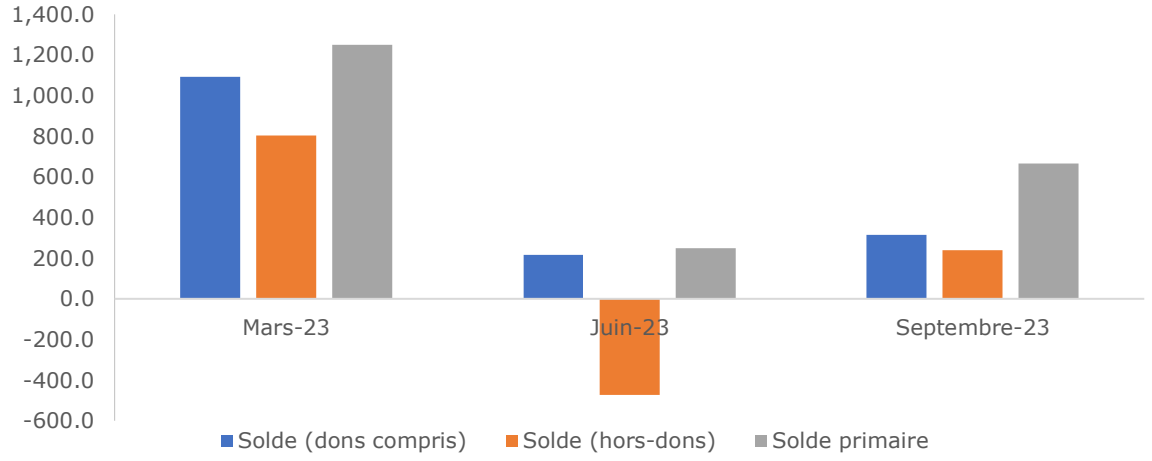
Source : Ministère du Budget

2.4.3. Soldes budgétaires et financement

Malgré la baisse des recettes au cours de la période sous-revue, les opérations budgétaires de l'Etat se sont traduites par un excédent au cours du trimestre, en lien avec la baisse des dépenses publiques. Ainsi, le solde brut de gestion, dons inclus, a été excédentaire de GNF 1 225,9 milliards au troisième trimestre 2023, contre un excédent de GNF 2 724,0 milliards au deuxième trimestre 2023. Hors-dons, l'excédent du solde brut de gestion s'est établi à GNF 579,9 milliards au troisième trimestre 2023, soit une contraction de 68,2 % par rapport au deuxième trimestre.

Aussi, les opérations budgétaires de l'Etat sont marquées par une capacité de financement de GNF 315,5 milliards au troisième trimestre 2023, contre une capacité de financement de GNF 217,1 milliards au deuxième trimestre. Le solde primaire s'est nettement amélioré, passant d'un excédent de GNF 248,5 milliards au deuxième trimestre à un excédent de GNF 665,8 milliards au troisième trimestre 2023.

Graphique 25 : Evolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Au troisième trimestre 2023, la capacité de financement ainsi dégagée a permis d'enregistrer une augmentation nette d'actifs financiers de GNF 1 357,7 milliards, tandis que le montant de l'augmentation nette du passif s'est établi à GNF 1 173,2 milliards.

L'augmentation nette d'actifs financiers est composée uniquement des numéraires et dépôts auprès du système bancaire de GNF 1 382,9 milliards.

L'augmentation nette du passif est composée de financement intérieur net de GNF 1 443,1 milliards et d'un désendettement vis-à-vis de l'extérieur de GNF 269,9 milliards. Le financement intérieur net a été obtenu grâce à la diminution des « numéraires et dépôts » pour GNF 362,5 milliards et d'une augmentation des crédits vis-à-vis du secteur bancaire de GNF 1 164,2 milliards.

Tableau 5 : transactions sur actifs financiers et passifs (financement, en milliards de GNF)

	Mars-23	Juin-23	Sep-23
Transactions sur actifs financiers et passifs (financement)	1 191,1	-24,1	182,5
Actifs financiers	-300,4	103,9	1 355,7
Intérieurs	-301,5	102,9	1 354,2
Extérieurs	1,1	1,0	1,5
Passifs	-1 491,5	128,0	1 173,2
Intérieurs	-1 616,7	-398,1	1 443,1
Extérieurs	125,2	526,2	-269,9

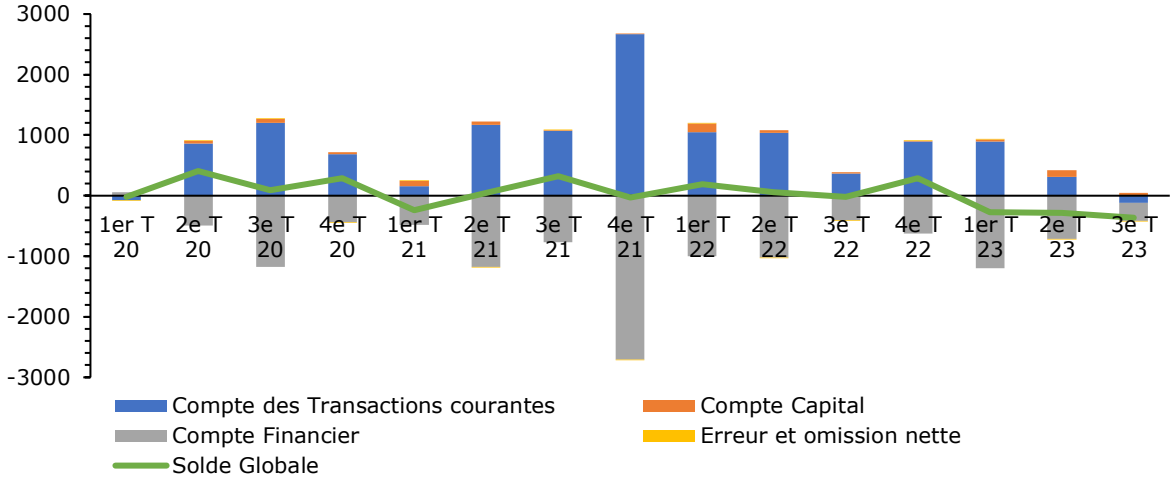
Source : Ministère du Budget

2.5. Secteur extérieur

Au troisième trimestre 2023, les relations de la Guinée avec le reste du monde sont marquées par une détérioration du solde global de la balance des paiements, passant d'un

déficit de USD 22,2 millions au troisième trimestre 2022 à un déficit de USD 364,1 millions. Cette tendance de détérioration est imputable à la dégradation du compte des transactions courantes, contenue par une amélioration de l'excédent du compte capital. Le cumul du solde des transactions courantes et du compte capital a permis de dégager un besoin de financement de USD 72,3 millions au troisième trimestre 2023. Le compte financier se traduit par une acquisition nette d'actifs financiers de USD 288,4 millions au troisième trimestre 2023.

Graphique 26 : Evolution du solde global de la balance des paiements (en millions de USD)



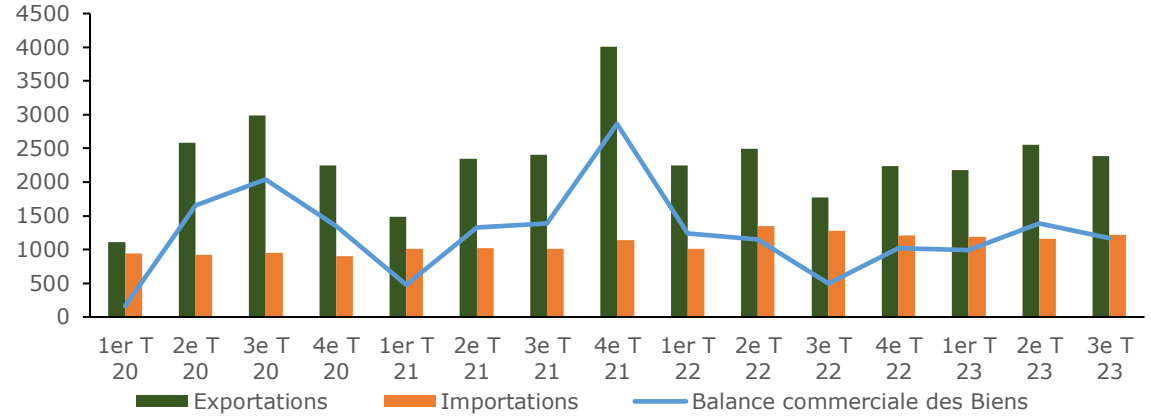
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Le solde des transactions courantes a affiché un déficit de USD 122,3 millions (2,2 % du PIB) au troisième trimestre 2023, contre un excédent de USD 369,2 millions (6,7 % du PIB) à la même période de l'année précédente. Cette dégradation est essentiellement imputable au renforcement du déficit de la balance des services et de celui des revenus primaires.

Le déficit du solde de la balance des services est passé de USD 180,4 millions au troisième trimestre 2022 à USD 793,17 millions au troisième trimestre 2023, soit une augmentation du déficit de USD 612,7 millions. De même, la balance des revenus primaires s'est soldée par un déficit de USD 620,73 millions au troisième trimestre 2023, en détérioration de USD 556,2 millions par rapport au troisième trimestre 2022.

En revanche, la balance commerciale des biens est ressortie excédentaire de USD 1 171,5 millions (21,3 % du PIB), contre un excédent de USD 497,2 millions (9 % du PIB) au troisième trimestre 2023, soit une amélioration de 135,6 %. Cette évolution est consécutive à une forte progression des exportations (+34,8 %), notamment minières, et à un recul des importations (-4,6 %), surtout des produits pétroliers (en valeur). Ainsi, le taux de couverture du commerce extérieur est passé de 71,9 % au troisième trimestre 2022 à 51 % à la même période de 2023.

Graphique 27 : Evolution de la balance commerciale (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.5.1. Exportations

Comme au trimestre précédent, les exportations se sont, davantage, renforcées en s'établissant à USD 2 387,2 millions au troisième trimestre 2023, soit hausse en glissement annuel de 34 %, résultant principalement de la hausse des exportations des produits miniers, notamment l'or et la bauxite, et dans une moindre mesure par celles des produits agricoles et des produits forestiers.

Les exportations minières continuent leur tendance haussière amorcée depuis le début de l'année 2023. Elles sont passées de USD 1 657,3 millions au troisième trimestre 2022 à USD 2 282,7 millions au troisième trimestre 2023, soit une hausse de 37,7 %, en lien avec la progression des exportations de l'or et de la bauxite.

En effet, les exportations d'or ont poursuivi leur tendance haussière, entamée depuis la fin de l'année 2022, ressortant ainsi à USD 1,2 milliard au troisième trimestre 2023, soit une amélioration de 36,6 % en glissement annuel. Cette tendance de progression est expliquée, essentiellement, par la hausse en volume expédié (+21,3 %), en raison du dynamisme des activités aurifères. La progression est atténuée par la relative stabilité du cours de l'or sur le marché international. Les exportations de l'or sont destinées principalement à l'Inde (36,4 %), les Emirates Arabes Unis (32,8 %) et l'Afrique du Sud (23,5 %). L'or occupe la deuxième place dans les exportations minières du pays avec une part de 45,1 % au troisième trimestre 2023. Au troisième trimestre 2022, cette part était de 51,4 %.

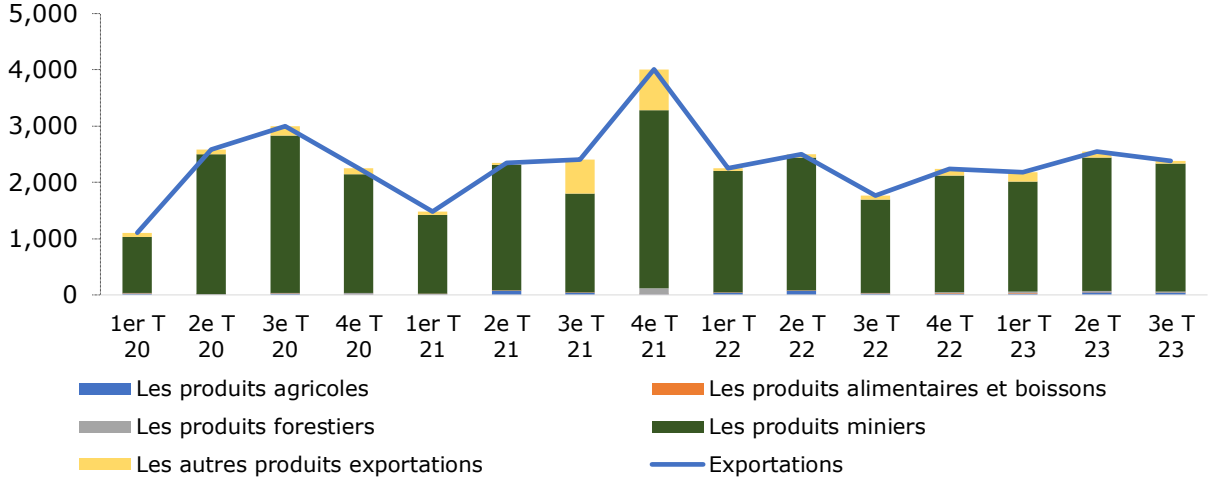
De même, les exportations de bauxite sont ressorties à USD 1 105,3 millions au troisième trimestre 2023 à USD 776,5 millions au troisième trimestre 2022, soit une augmentation de 42,3%. Cette amélioration est liée à l'augmentation de la production de bauxite et à l'effet favorable du cours sur le marché international. En volume, les exportations de bauxite sont passées de 19,1 millions de tonnes au troisième trimestre 2022 à 31,2 millions de tonnes au troisième trimestre 2023, soit une augmentation de 63,4 %. Les exportations de bauxite, qui occupent la première place dans les exportations minières du pays, sont principalement destinées à la Chine (93,4 %).

Contrairement au trimestre précédent, les exportations des produits agricoles ont atteint USD 38,7 millions au troisième trimestre 2023, en progression de 23,6 % en glissement annuel. Cette évolution est le résultat de la campagne agricole et de la vente des engrais à bas prix, traduisant ainsi une amélioration de la production agricole. Les exportations en

volume des produits agricoles sont ressorties, en glissement annuel, en hausse de 35,4 % pour atteindre 25,5 millions de kg. Le cacao et le café constituent les principaux produits d'exportations agricoles du pays avec une part totale de 78,2 % au troisième trimestre 2023.

Le Gouvernement Guinéen a levé l'interdiction de la coupe et du transport du bois le 05 octobre 2023. Cette mesure a impacté les exportations des produits forestiers qui sont passées de USD 11,4 millions au troisième trimestre 2022 à USD 16,1 millions au troisième trimestre 2023, soit une hausse de 41,8 %. L'évolution favorable du cours du caoutchouc sur le marché international a également contribué à l'évolution des exportations des produits forestiers.

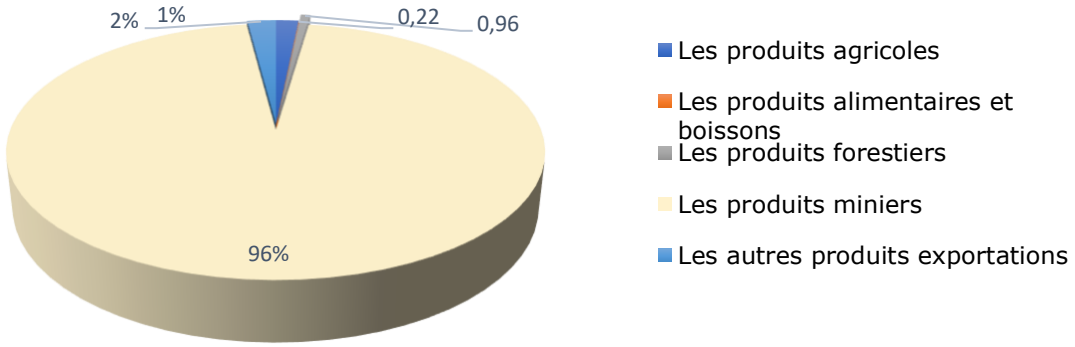
Graphique 28 : Evolution des exportations par type de produits (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au troisième trimestre 2023, la structure des exportations du pays est restée dominée, essentiellement, par les produits miniers avec une part de 96 %, contre 93 % au deuxième trimestre 2023. Les produits agricoles et les produits forestiers représentent environ 2,7 % des exportations totales au troisième trimestre 2023.

Graphique 29 : Part des principaux produits à l'exportation dans l'exportation totale au troisième trimestre 2023 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.5.2. Importations

Depuis le début de l'année 2023, les importations ont enregistré une tendance baissière, en lien avec les cours des produits de base sur le marché international. Ainsi, elles sont ressorties en baisse de 4,6 % en glissement annuel pour s'établir à USD 1 215,7 millions

au troisième trimestre 2023. Cette évolution baissière est le reflet principalement du fléchissement des importations des produits pétroliers, et dans une moindre mesure de celui des produits de construction automobile et des biens d'équipement. Toutefois, cette baisse est contenue par la progression des importations des produits alimentaires.

En effet, les importations des produits pétroliers sont passées de USD 323,6 millions au troisième trimestre 2022 à USD 231,6 millions au troisième trimestre 2023, soit un recul de 28,4 %. Ce recul est essentiellement imputable à la baisse du cours des produits énergétiques sur le marché international, notamment l'essence et le gazole. L'essence et le gazole représentent environ 80 % des exportations des produits pétroliers. Par contre, en volume, les importations des produits pétroliers sont ressorties en hausse de 1,1 % en glissement annuel pour atteindre 463,3 mille tonnes au troisième trimestre 2023. Ces importations de produits pétroliers proviennent de l'Union Européenne avec 92,4 % pour le gazole, 77,6 % pour l'essence et 76% pour le fioul lourd.

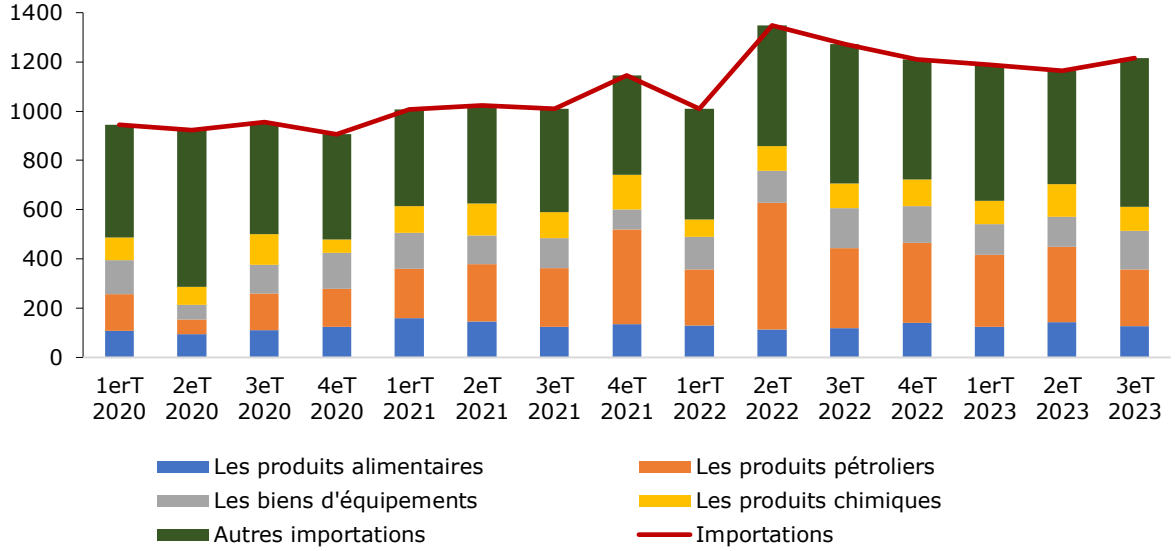
Comme au trimestre précédent, les importations des produits de construction automobile se contractent de 2,3 %, en glissement annuel, pour se situer à USD 181 millions au troisième trimestre 2023. Cette tendance est expliquée par le ralentissement des importations des bateaux de pêche et barges miniers (-42,2 %) et celles des motocycles et équipements pour motocycles (-20,6 %). La baisse est contenue par une augmentation des importations des véhicules utilitaires (40,1 %) et des voitures pour particuliers (60,7 %).

Les importations des produits de construction automobile sont constituées, essentiellement, des bateaux de pêche et barges miniers, des motocycles et équipements pour motocycles, des véhicules utilitaires et des voitures pour particuliers avec des parts cumulées de 83,8 %. Les pays d'Asie sont les principaux fournisseurs du pays avec une part de 79,8 % pour les importations de motocycles et équipements pour motocycles et 63,28 % pour celles des véhicules utilitaires. Par contre, l'union Européenne est la principale zone d'importations des bateaux de pêche et barges miniers (24 %) et des voitures pour particuliers (61,8 %).

Dans la même tendance que les produits de construction automobile, les importations des biens d'équipement sont ressorties en baisse de 5 %, en glissement annuel, pour atteindre USD 155,7 millions au troisième trimestre 2023. Cette baisse est liée à la contraction des importations du matériel de levage et de manutention.

Par contre, les importations de produits alimentaires sont passées de USD 119,3 millions au troisième trimestre 2022 à USD 126,6 millions au troisième trimestre 2023, soit une hausse de 6,1 %, porter par l'effet prix de certains produits alimentaire. Parallèlement, les importations de riz ont reculé de 38,6 %, en glissement annuel, pour se situer à USD 16,2 millions au troisième trimestre 2023, en lien avec l'effet volume. Cet effet en volume de l'importation de riz est le résultat de l'augmentation de la production nationale, en lien avec la campagne agricole, soutenue par la vente des engrais à bas prix.

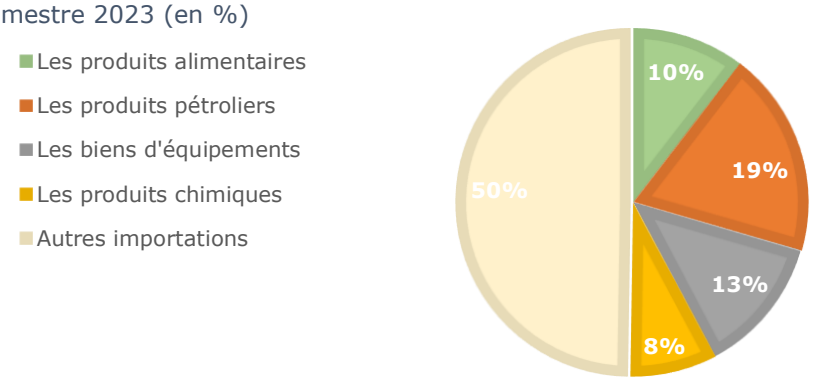
Graphique 30 : Evolution des importations par type de produits (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au troisième trimestre 2023, la structure des importations est dominée par les produits pétroliers, les biens d'équipement, les produits alimentaires et les produits chimiques avec des parts respectives de 19,0 % ; 13,0 % ; 10,0% et de 8,0 %.

Graphique 31 : Part des principaux produits à l'importation dans l'importation totale au deuxième trimestre 2023 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

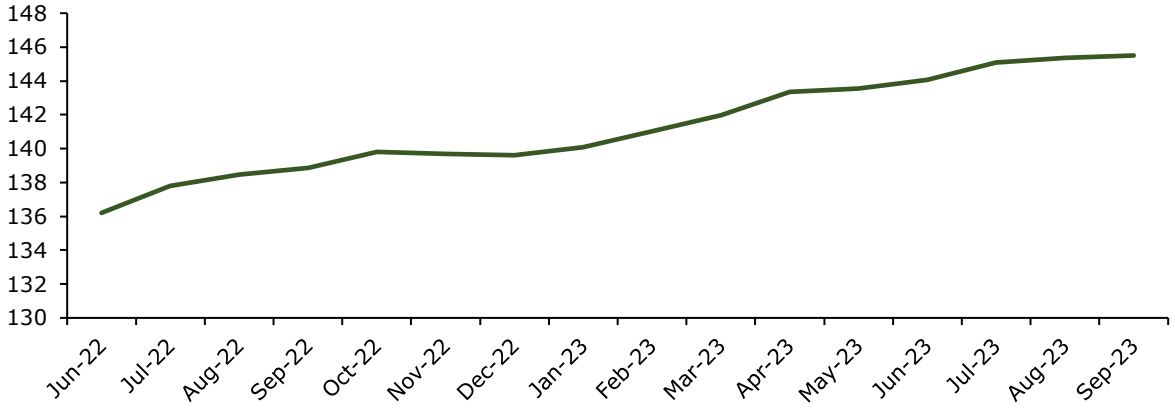
3. INFLATION ET PERSPECTIVES MARCOECONOMIQUES

3.1. Analyse de l'inflation

3.1.1. Inflation globale

En glissement annuel, l'indice national harmonisé des prix à la consommation a progressé de 4,8 % en septembre 2023, contre 5,8 % en juin 2023, soit une baisse de rythme de croissance de 1 point de pourcentage. Cette baisse de rythme résulte du ralentissement observé à N'Zérékoré, à Labé, à Kindia et à Faranah, contenue par l'accélération du rythme des prix à Kankan, à Boké, à Mamou et à Conakry.

Graphique 32 : Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation



Source : Institut National de la Statistique

Le ralentissement du rythme de progression des prix au niveau national, entre juin et septembre 2023, résulte principalement d'une décélération des prix des composantes « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiant », « santé », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles », « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer », et « Articles d'habillement et chaussures ».

Tableau 8 : Variation en glissement annuel des composantes de l'indice national harmonisé des prix (%)

	juin-23	juil-23	août-23	sept-23
Indice Global	**5,8**	**5,3**	**5,0**	**4,8**
Alimentation et boisson non alcoolisées	6,1	6,3	6,0	7,6
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiant	6,3	4,6	2,3	0,7
Articles d'habillement et chaussures	8,3	7,1	6,4	5,1
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	18,6	13,0	12,3	9,6
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	9,1	5,2	6,0	2,4
Santé	10,0	8,2	7,4	3,8
Transports	1,1	0,6	0,6	0,5
Communications	0,9	0,9	0,9	0,9
Loisirs et cultures	1,5	1,3	0,4	-0,2
Enseignements	3,9	3,3	2,9	4,2
Restaurants et hôtels	3,8	4,0	3,6	1,7
Biens et services divers	4,5	4,3	3,8	3,4

Source : Institut National de la Statistique

En glissement annuel, les prix de la composante « Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiant » ont augmenté de 0,3 % en septembre 2023, contre 6,3 % en juin 2023, en lien avec le ralentissement de la hausse des prix des sous-composantes « boissons alcoolisées » et de « tabac et stupéfiant ». Au niveau de la sous-composante boissons alcoolisées, la baisse du rythme de progression des prix provient de celle du rythme de progression du « vin rouge table », du « vin rose table » et de la « bière locale ». Concernant la sous-composante « tabac et stupéfiant », la baisse du rythme de progression est en lien avec le ralentissement de la progression des prix du tabac à chiquer et de la noix de cola.

L'évolution des prix, en glissement annuel, de la composante « santé » a ralenti, passant de 10,0 % en juin 2023 à 4,0 % en septembre 2023, essentiellement dû à la baisse du rythme de progression des médicaments cardiovasculaires, des médicaments immunologiques, de la bétadine, de la béquille, et des vitamines et sels minéraux.

Quant aux prix de la composante « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » ils se sont accrus, en glissement annuel, de 9,8 % en septembre 2023, contre 18,8 % en juin 2023. Ce ralentissement résulte notamment de celui des prix du charbon de bois, de la location d'un appartement de trois pièces dans un immeuble avec changement d'occupant, ainsi que le ralentissement du prix de la main d'œuvre d'un plombier pour débouchage de canalisation/évacuation des eaux usées domestiques.

Les prix des « Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer » ont progressé de 1,9 % en septembre 2023, en glissement annuel, contre 9,1 % en juin 2023, en lien avec la baisse du rythme des prix de la chaise en bois, de la serviette de toilette, de la réparation de réfrigérateur et de ventilateur, de la poudre à lessive en vrac, du balai local.

En glissement annuel, l'indice des prix des « Articles d'habillement et chaussures » ralenti au troisième trimestre 2023, en progressant de 4,8 % en septembre 2023, contre 8,3 % en juin 2023, en lien avec le ralentissement des prix de la chaussure en plastique pour enfant, de la teinture de 4m de bazin, de la sandale pour adulte, du bonnet type traditionnel, de la confection d'une chemise et de la confection d'un complet taille basse.

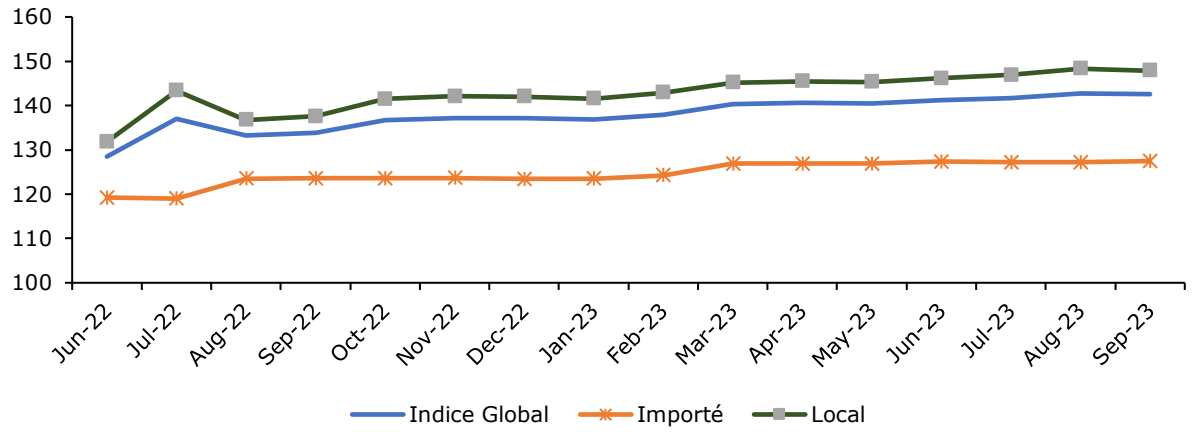
Suivant la provenance, la décélération de l'inflation au niveau national est à la fois portée par les prix des produits locaux et ceux importés.

En effet, les prix des produits locaux se sont accrus de 6,0 % en septembre 2023, soit un ralentissement de deux points de pourcentage par rapport à juin 2023, dû à l'augmentation de l'offre, en période de semence et de restriction des exportations, conduisant ainsi à la baisse du rythme d'évolution des prix du maïs en grain, de la farine de maïs, de la farine de sorgho, etc.

De même, au cours de la même période, les prix des produits importés ont décéléré de 1,4 point de pourcentage, en glissement annuel, pour s'établir à 1,8 % en septembre 2023. Le ralentissement des prix des produits importés s'explique principalement par des facteurs d'origine externe, notamment, la baisse des prix des produits alimentaires, surtout les céréales, l'huile végétale et le sucre, dans un contexte d'appréciation continue du franc guinéen par rapport au dollar. La baisse des prix des céréales s'explique par une augmentation de l'offre et d'une forte concurrence entre les exportateurs. Les pics saisonniers de la production dans les principaux pays producteurs et la faiblesse de la demande mondiale à l'importation ont contribué à la baisse du rythme de progression des prix de l'huile végétale. La baisse du prix du sucre est liée à la dépréciation du real brésilien face au dollar américain.

Au niveau des régions, ce ralentissement des prix des produits importés est dû à celui de l'évolution des prix à Faranah, à Kankan, à Kindia, à Mamou et à N'Zérékoré, contenue par la baisse de ces prix à Boké et à Labé.

Graphique 33 : Indice nationale harmonisé des prix à la consommation et indice des prix des produits locaux et importés

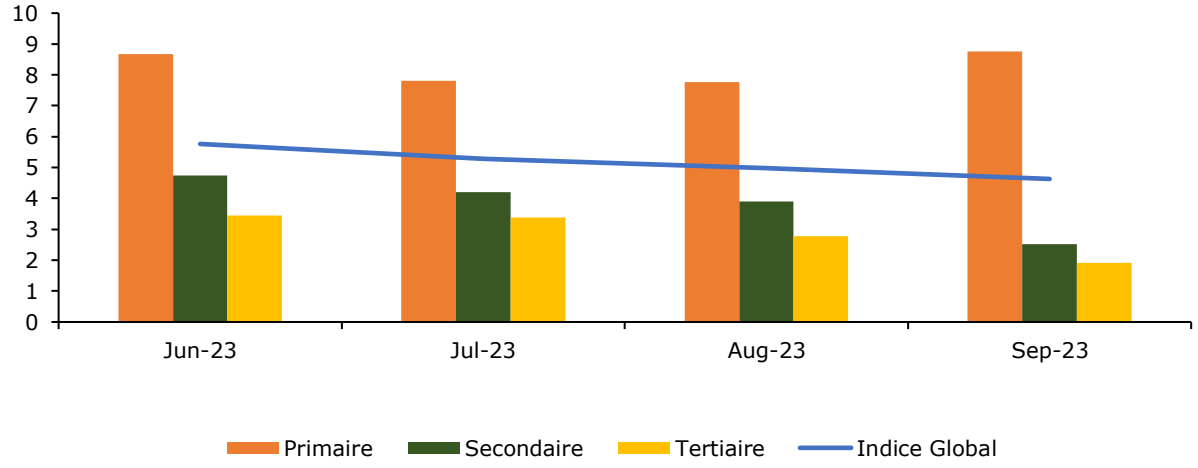


Source : Institut National de la Statistique

Selon les secteurs de production, le ralentissement de l'inflation est le reflet de la baisse du rythme d'évolution des prix du secteur secondaire et tertiaire. En effet, les prix du secteur secondaire ralentissent de 1,5 point de pourcentage pour progresser de 2,7 % en glissement annuel au mois de septembre 2023, contre 4,2 % en juin 2023. Le ralentissement des prix du secteur résulte, principalement, de l'atténuation de la progression des prix du spaghetti, du saucisson de bœuf, du maquereau à huile végétale, du bonnet type traditionnel, de la sandale pour adulte (comfot).

En glissement annuel, les prix du secteur tertiaire augmentent de 1,8 % en septembre 2023, contre 3,4 % en juin 2023. Quant aux prix du secteur primaire, ils se sont accélérés en septembre en s'accroissant de 9,1 % en glissement annuel, contre 7,8 % en juin 2023. Le ralentissement de l'évolution des prix provient de celui des prix de la confection d'une chemise, de la confection d'un complet taille basse, de la teinture de 4m bazin, du bilan sanguin dans un hôpital public, de la réparation d'un réfrigérateur et d'un ventilateur.

Graphique 34 : Evolution de l'Indice National et des Indices des produits des secteurs primaire, secondaire et tertiaire (en %)



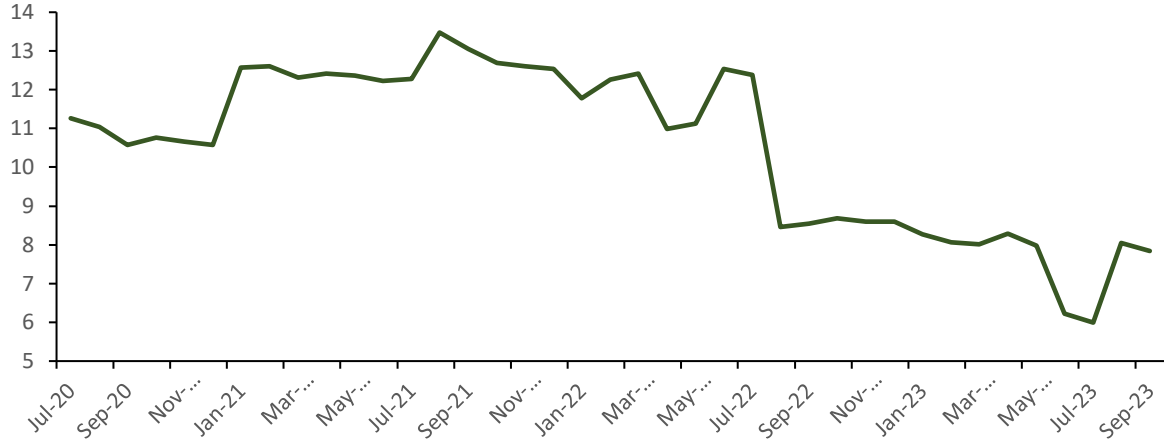
Source : Institut National de la Statistique

Par ailleurs, la hausse des prix du secteur primaire provient de la baisse de l'offre avant les récoltes qui se traduit par un accroissement des prix du riz local étuvé blanc, sosso khossa (5,5 %), du riz local étuvé rouge, barabara (4,5 %), du fonio étuvé non lavé (19,9 %), du fonio étuvé lavé (27,3 %, du sorgho (10,1 %), du mil en grain vendu au détail (26,2 %), du bonga frais (30,6 %). Cette hausse est aussi renforcée par l'augmentation des prix de la dourade rouge (sinapa) frais (27,8 %), du rouget (woli) (74,9 %), de la carpe fraiche (bobo foré) (20,9 %), de l'huile de palme traditionnelle (19 %), et du charbon de bois (19,9 %).

Dans la région de Conakry, l'inflation en glissement annuel s'est accélérée en se situant à 7,9 % en septembre 2023, contre 6,2 % en juin 2023. Cette accélération est expliquée par celle des prix de la fonction « Alimentations et boissons non alcoolisées », « santé » et « enseignements ».

En octobre 2023, le taux d'inflation en glissement annuel dans la région de Conakry s'est chiffré à 7,9 %, en raison des hausses des produits frais (13,9 %) et de l'énergie (26,0 %) et des produits hors énergie et produits frais (1,9 %).

Graphique 35 : Evolution en glissement annuel de l'Indice global à Conakry (en %)



Source : Institut National de la Statistique

Selon les dernières statistiques sur les prix du mois de novembre 2023, l'inflation au niveau national, en glissement annuel s'est établie à 4,4 %, en lien avec les niveaux à Conakry (8,0 %), Kankan (3,7 %), N'Zérékoré (3,9 %), Boké (3,2 %), Faranah (5,4 %), Kindia (1,8 %), Labé (2,9 %).

3.1.2. Inflation sous-jacente

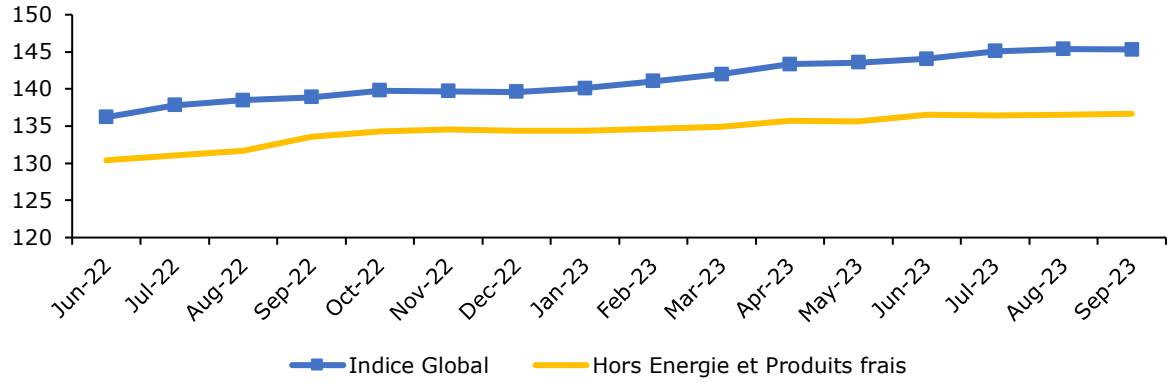
L'inflation sous-jacente, au niveau national, portant sur l'évolution des prix des produits « hors énergie et produits frais », a ralenti pour atteindre 2,4 %, en glissement annuel, en septembre 2023, contre 4,7 % en juin 2023. Ce ralentissement est observé au niveau de toutes les régions administratives.

Le ralentissement de l'inflation sous-jacente provient de celui des prix des fonctions suivantes :

- alimentaire, notamment les biscuits sec local/importé ; et
- santé, principalement les médicaments immunologiques et la béquille.

A fin novembre 2023, l'inflation sous-jacente a continué de baisser pour se chiffrer à 1,7 %.

Graphique 36 : Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et l'Indice des produits hors énergie et hors produits frais



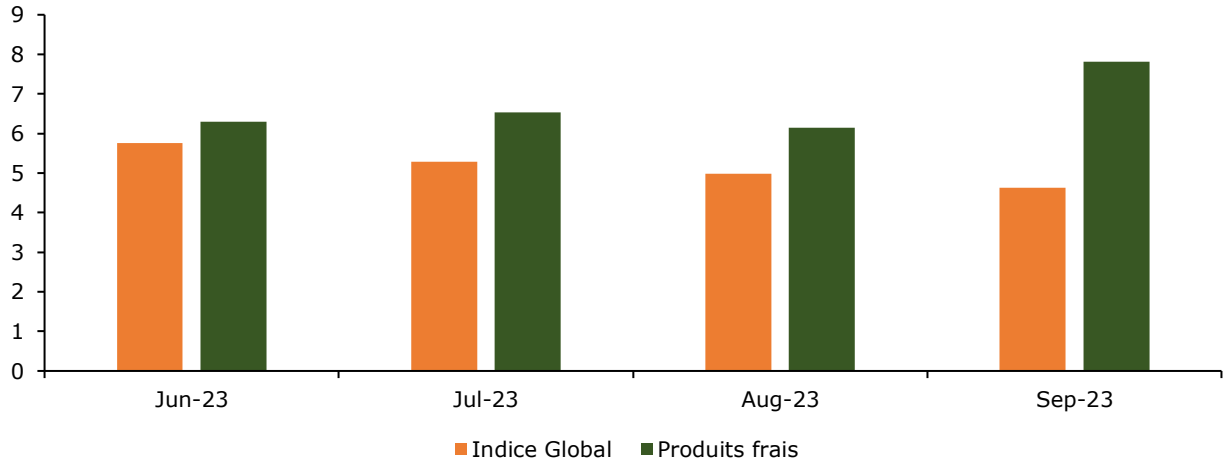
Source : Institut National de la Statistique

3.1.3. Indice des prix des produits frais et énergétiques

Au niveau national, le rythme de progression de l'indice des prix des produits frais, en glissement annuel, s'est accéléré pour se situer à 7,8 % en septembre 2023, contre 6,3 % en juin 2023. Cette accélération est plus prononcée dans les régions de Conakry (14,4 %), de Boké (7,6 %), de Faranah (7,8 %), et de Kankan (6 %), atténuée par le ralentissement des prix à Kindia et de leurs baisses à Labé et à Mamou.

Les produits suivants ont eu une forte contribution à la hausse de l'indice des produits frais : rouget (woli) (74,9 %), bonga frais (30,5 %), banane douce (38,5 %), pastèque (37,5 %), aubergine ronde (62,1 %), oignon local (51,2 %), tomate fraiche (36,1 %), et laitue (30,1 %).

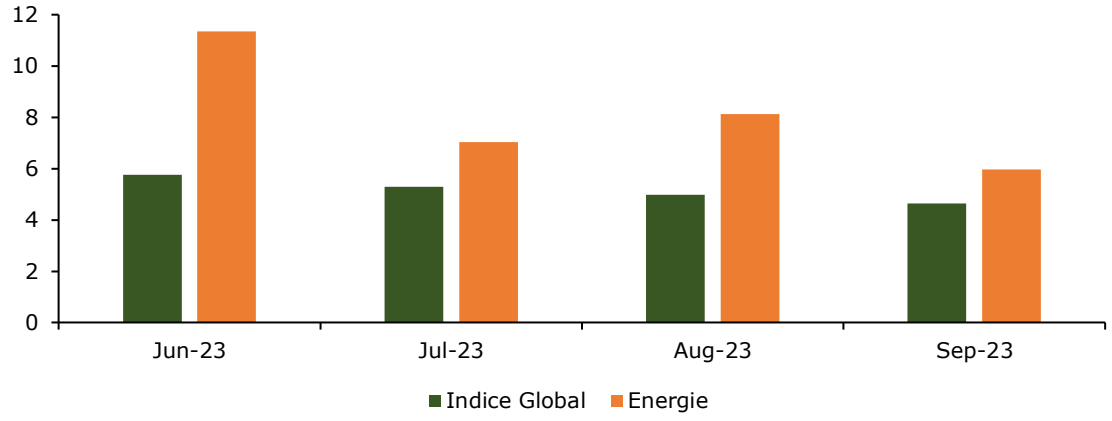
Graphique 37 : Evolution en glissement annuel de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits frais (en %)



Source : BCRG, Institut National de la Statistique

En septembre 2023, l'indice des produits énergétiques a décéléré pour atteindre une augmentation en glissement annuel de 6,0 %, contre 7,0 % en juin 2023. Cette baisse du rythme d'accélération est observée dans les régions de Conakry, de Labé, de Mamou, de N'Zérékoré et à Kankan.

Graphique 38 : Evolution en glissement annuel de l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation et de l'Indice des produits énergétiques (en %)



Source : BCRG, Institut National de la Statistique

A fin novembre 2023, au niveau national, l'inflation en glissement annuel des produits frais a légèrement baissé de 0,2 point de pourcentage par rapport à son niveau de fin septembre 2023 pour atteindre 7,6 %. Quant à l'inflation des produits énergétiques, elle s'est située à 6,6 %, soit une hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2023.

3.2. Perspectives macroéconomiques[1]

3.2.1. Prévision macroéconomique de scénario de base

Après la crise sanitaire et les effets de la guerre en Ukraine, la reprise des activités économiques au niveau mondial demeure lente et disparate. Selon les perspectives de l'économie mondiale du FMI (octobre 2023), la croissance économique mondiale pourrait connaitre une tendance de ralentissement, en passant de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % en 2024. Les économies avancées devraient connaître une croissance qui passerait de 2,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023 et 1,4 % en 2024, avec des disparités d'évolution entre l'économie américaine et celle de la zone euro.

Aux États-Unis, après s'être établie à 2,1 % en 2022, la croissance serait de 2,1 % en 2023 et de 1,5 % en 2024. Dans la zone euro, elle devrait ralentir, passant de 3,3 % en 2022 à 0,7 % en 2023, avant d'atteindre 1,2 % en 2024, en raison de la contraction de l'économie, prévue en Allemagne en 2023. Au Royaume-Uni, la croissance ralentirait, passant de 4,1 % en 2022 à 0,5 % en 2023 et de 0,6 % en 2024. Par contre, au Japon, elle bondirait à 2,0 % en 2023, après un taux de 1,0 % constaté en 2022.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait être stable, en moyenne, sur la période de 2022-2024, avec une légère reprise en 2025, malgré des disparités régionales. Cette croissance devrait ralentir, passant de 4,1 % en 2022 à 4,0 % en 2023 et en 2024. La croissance économique de la Chine devrait s'établir à 5,0 % en 2023 et de 4,2 % en 2024, en lien avec la crise du marché immobilier et la baisse des investissements. En Inde, la croissance resterait solide, en atteignant 6,3 % en 2023 et 2024, en lien avec une forte augmentation de la consommation.

En Russie, après une contraction de 2,1 % en 2022, la croissance s'établirait à 2,2 % en 2023 et de 1,1 % en 2024. Cette relance en 2023 est le reflet d'un stimulus budgétaire

[1] Les prévisions sont réalisées à partir de l'IHPC de la région administrative de Conakry

important, d'un investissement fort et d'une consommation plus marquée. Au Brésil, la croissance en 2023 a été révisée à la hausse de 1,0 point de pourcentage pour la porter à 3,1 %, grâce au dynamisme de l'agriculture et à la résistance des services et les mesures de relance budgétaire qui ont stimulé la consommation.

En Afrique subsaharienne, après 4,0 % en 2022, la croissance devrait ralentir pour atteindre 3,3 % en 2023 et 4,0 % en 2024. Le ralentissement projeté en 2023 s'explique, essentiellement, par l'aggravation des chocs climatiques, la baisse de la demande mondiale et les problèmes d'approvisionnement. Ainsi, au Nigéria, le taux de croissance devrait se situer à 2,9 % en 2023 et 3,1 % en 2024, contre 3,3 % en 2022, à cause des répercussions de l'inflation élevée sur la consommation et d'une production de pétrole et de gaz plus faible que celle qui était prévue. En Afrique du Sud, elle devrait tomber à 0,9 % en 2023, après 1,9 % enregistrée en 2022, en lien avec les pénuries d'électricité.

S'agissant de l'inflation globale, les projections indiquent qu'elle atteindrait 5,9 %, en glissement annuel, à fin 2023 avant de baisser à 4,8 % à fin 2024. Malgré cette baisse, ce niveau d'inflation reste encore supérieur à la moyenne observée au cours de la période pré pandémique (3,5 %). L'inflation hors énergie et alimentaire devrait reculer plus progressivement à 4,5 % en 2024.

La baisse de l'inflation attendue serait plus prononcée dans les économies avancées, en raison de leurs cadres et communication de politique monétaire plus solides, facilitant une désinflation rapide et aussi de leur faible exposition aux chocs liés aux prix des matières premières. En revanche, l'inflation ne devrait pas baisser en dessous des 10 % avant 2024 dans les pays à faible revenu.

Au niveau national, en 2023, l'activité économique serait soutenue par la poursuite et la consolidation des réformes économiques et financières, notamment la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI) et du Plan de Relance Économique (PRE). Sur la période 2024-2026, la croissance serait en moyenne de 6,0 %, portée, en particulier, par le secteur secondaire, en raison du dynamisme du secteur minier dont la contribution se situerait à près de 60 %. En 2023, la croissance s'établirait à 5,7 %, contre 5,5 % en 2022.

En outre, les efforts en faveur de la politique de « Refondation Verte » et de la campagne agricole 2023 pourraient augmenter la production agricole et contribueraient à accroître l'offre de produits, particulièrement alimentaires. Ces efforts couplés aux mesures de renforcement des actions de lutte contre la cherté de la vie permettraient, par conséquent, de contenir les pressions inflationnistes.

Dans le domaine de change, la Banque Centrale continuerait de poursuivre ses réformes, soutenues par le rapatriement des recettes d'exportations dans le but de renforcer ses réserves de changes. Le renforcement de ces réserves pourrait accroitre l'offre de monnaie et contribuerait, ainsi, au maintien de la tendance d'appréciation de la monnaie guinéenne.

Sur la base du cadrage macroéconomique, les projections indiqueraient un écart de production négatif jusqu'à fin 2025. Cet écart se réduirait progressivement en 2025, en raison du dynamisme attendu du secteur minier.

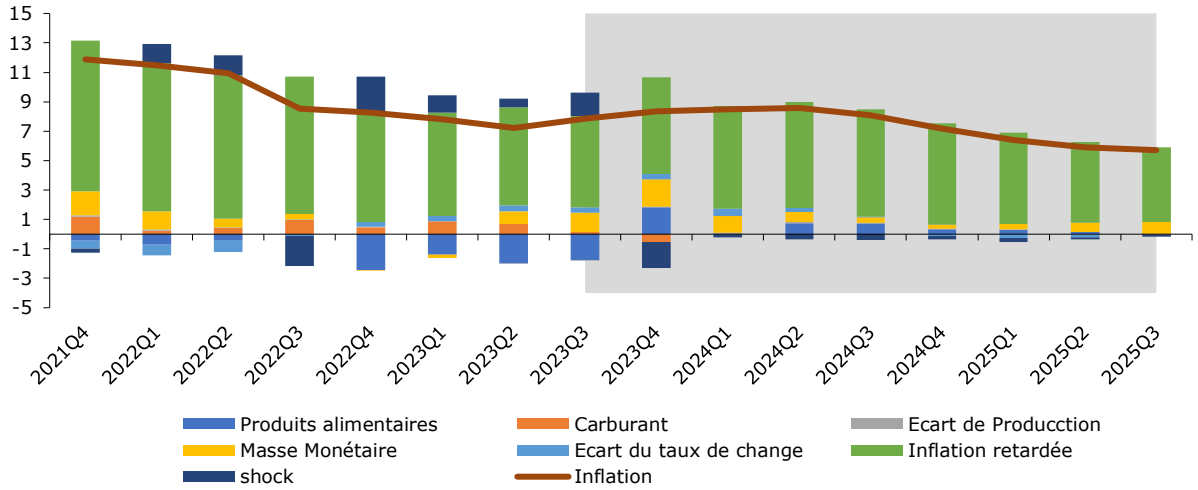
Ainsi, l'inflation se situerait autour de 8 %, à fin 2023, au-dessus de la norme communautaire du cadre de programme de coopération monétaire des Etats membres de la CEDEAO fixée à 5 %.

Graphique 39 : Evolution de l'inflation dans le scénario de base (en %)

Source : Estimation de la Banque Centrale

Ce niveau d'inflation projeté s'expliquerait notamment par sa persistance, la progression de la masse monétaire, dans un contexte d'écart de production négatif. Toutefois, l'effet de la persistance a tendance à diminuer progressivement en raison, entre autres, de l'amélioration des infrastructures routières dans certaines zones de production, de l'amélioration de la production d'électricité dans certaines régions du pays. Ces facteurs ont permis de résoudre les problèmes d'offres structurelles.[2]

Graphique 40 : Décomposition de la prévision de l'inflation (en %)



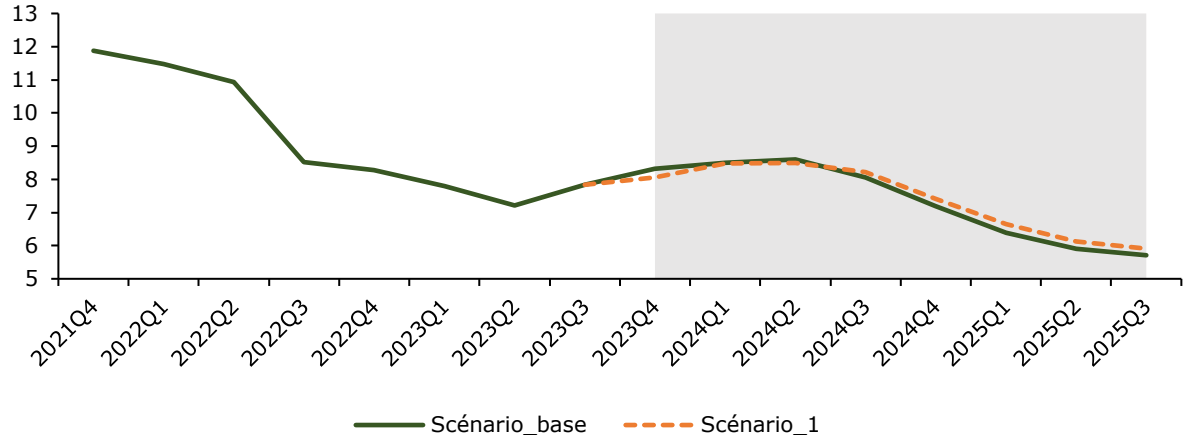
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

3.2.2. Scénario alternatif : Appréciation continue du franc guinéen

La mesure de rapatriement d'au moins 50 % des recettes d'exportations minières, entrée en vigueur depuis le 1er septembre 2023, devrait renflouer davantage les réserves de changes de la nation et contribuer au maintien de la tendance d'appréciation du franc guinéen au cours des trimestres à venir. Depuis le début de 2023, l'appréciation en moyenne du taux de change d'un trimestre à un autre s'est établie à 18 %. Ainsi, pour le scénario alternatif, il est supposé qu'au dernier trimestre de 2023, le franc guinéen va maintenir cette tendance d'appréciation.

[2] Les problèmes d'offre structurels sont liés aux difficultés d'approvisionnement en raison de l'état des infrastructures routières dans certaines zones rurales de production, l'insuffisance d'infrastructures de conservation, le coût du transport maritime et le déficit d'offre d'électricité dans certaines régions.

Graphique 41 : Evolution comparée des scenarii de base et alternatif de l'inflation (en %)



Source : Calcul prévisionnel à partir des données de l'Institut National de la Statistique

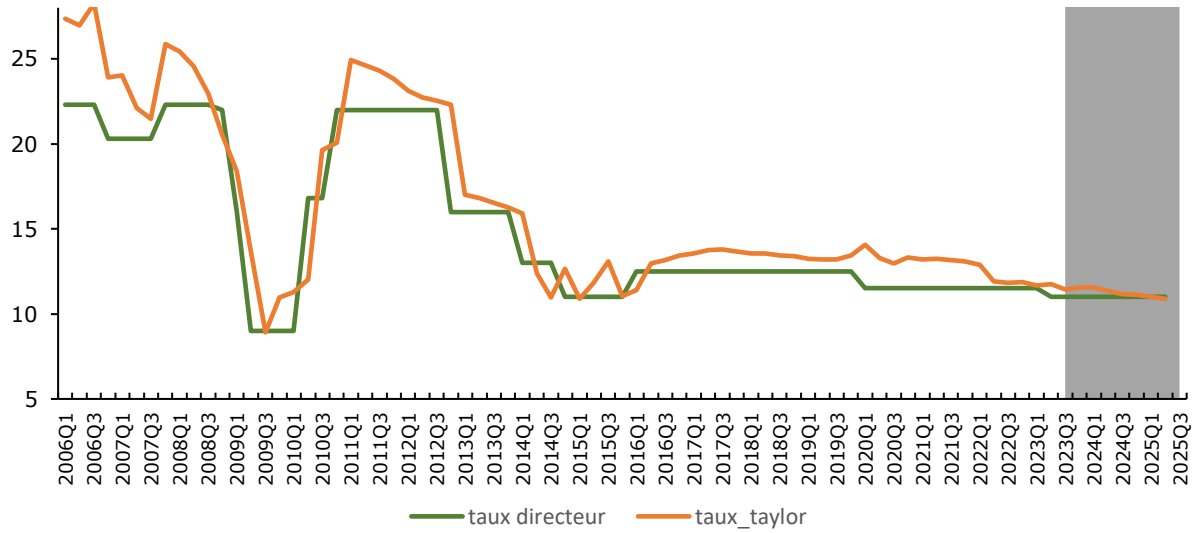
Selon le scénario alternatif, l'inflation en glissement annuel s'établirait, en moyenne, légèrement en deçà de 8 % du scénario de base à fin 2023.

3.2.3. Le taux directeur et le taux simulé à partir du scénario de base

Le graphique ci-dessous compare le taux directeur au taux simulé à partir de la règle de Taylor ajusté en utilisant les prévisions du scénario de base.

Sur la période de prévision, le taux simulé par la règle de Taylor se situerait en moyenne autour de 11,2 %, supérieur de 0,20 points de pourcentage au taux directeur en vigueur fixé à 11 %. Cela implique que la Banque Centrale pratiquerait une politique monétaire accommodante, afin de soutenir les activités économiques, dans un contexte de baisse attendue de l'inflation sur la période de prévision. Cet écart devrait s'annuler à partir du deuxième trimestre 2025.

Graphique 42 : Evolution du taux directeur et du taux simulé par la règle de Taylor (en %)



Source : Estimation de la Banque Centrale

3.2.4. Risques et effets d'atténuation sur les perspectives de l'inflation

Bien que l'économie mondiale soit loin d'une récession, il existe, cependant, des risques qui planent sur les perspectives économiques mondiales. Ces risques sont liés aux effets

décalés des restrictions monétaires des principales Banques Centrales, à la situation géopolitique persistante et à la faiblesse de la demande chinoise. De plus, compte tenu de la hausse des anticipations inflationnistes à court terme dans certaines économies, il existe des risques de nouveaux resserrements des politiques monétaires, avec pour corollaire des pressions inflationnistes. D'autres chocs climatiques et géopolitiques pourraient provoquer de nouvelles flambées des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur les perspectives mondiales des produits de base, les prix mondiaux du riz ne devraient pas baisser de manière significative avant 2025, en raison des restrictions à l'exportation des principaux pays producteurs et de la menace persistante d'El Niño[3].

Par ailleurs, l'impact du conflit actuel, entre Israël et le Hamas, sur les marchés mondiaux des produits de base a été limité jusqu'à présent. Depuis le début de ce conflit, les prix du pétrole ont augmenté d'environ 6 %, tandis que la plupart des produits agricoles et d'autres produits de base n'ont connu que peu ou pas de fluctuations de prix. Toutefois, une escalade de cette guerre au Moyen-Orient pourrait faire grimper les prix du pétrole à cause de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Au niveau national, il existe également des risques inflationnistes, liés, notamment, à la hausse de la demande de biens et services par les consommateurs, s'expliquant par les fêtes de fin d'année. De même, le 15 novembre 2023, le Gouvernement et le syndicat des travailleurs ont signé un protocole d'accord portant sur une augmentation du point d'indice de 35 % dont 30 % payable en 2024 et 5 % en 2025. Cette augmentation de salaires pourrait amener les agents économiques à anticiper une augmentation des prix des biens et services sur le marché et, par conséquent, pourrait engendrer une pression inflationniste.

En outre, dans la nuit du 17 au 18 décembre 2023, un incendie s'est déclenché dans l'entrepôt d'hydrocarbures de Kaloum, entraînant l'explosion de la quasi-totalité du compartiment des cuves à essence et de lubrifiants. Pour faire rapidement face à cette crise, le Gouvernement a pris des mesures conservatoires et de sécurité, notamment la fermeture des stations-service, la réquisition du stock de carburant de certaines sociétés minières. Cette catastrophe pourrait avoir des implications importantes sur les différents secteurs de l'économie.

En effet, les perturbations dans l'approvisionnement en carburant, à court et moyen termes, vont négativement impacter les activités des secteurs des transports, du commerce et des services. La hausse constatée du coût des transports entrainerait une flambée des prix des produits alimentaires. Ainsi, l'inflation pourrait passer à deux chiffres au cours des mois à venir. Par ailleurs, le ralentissement de l'activité économique, et l'augmentation des dépenses sociales et d'investissement creuserait davantage le déficit budgétaire, nécessitant éventuellement le recours au financement monétaire qui contribuerait à la hausse de l'inflation. Une autre conséquence est l'accroissement du déficit de la Balance commerciale des biens et services. En effet, les coûts supplémentaires que pourraient engendrer la logistique d'approvisionnement en carburant, à partir d'autres pays, va entraîner l'augmentation de la valeur des importations, dans un contexte de baisse des exportations, en lien avec le ralentissement de la production, particulièrement, dans le secteur minier.

[3] El Niño est un phénomène climatique naturel entraînant un réchauffement de certaines parties de l'océan Pacifique. Cela affecte la production de riz dans de nombreux pays, notamment l'Indonésie.

Ces risques pourraient être atténués, par la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Référence Intérimaire (PRI), la stricte application de la mesure de rapatriement des recettes d'exportation, la poursuite de la réalisation des infrastructures routières et énergétiques et les appuis budgétaires des partenaires techniques et financiers dans le cadre de la relance de l'activité économique post incendie.

Annexes

Tableau 9 : Evolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF)

LIBELLES	juin-22	déc-22	mars-23	juin-23	Variation Glissement annuel	
					Absolue	En %
I) COMPTES A VUE	**19 600,1**	**26 636,8**	**26 888,1**	**24 933,0**	5 332,91	27,2
1) Comptes chèques	3 834,9	4 074,6	4 821,5	4 603,9	769,05	20,1
2) Comptes courants	11 244,7	13 049,5	13 963,9	13 467,6	2 222,92	19,8
3) Autres comptes	4 520,5	9 512,8	8 102,7	6 861,4	2 340,94	51,8
-Comptes en GNF	955,1	1 835,2	1 282,5	1 268,7	313,56	32,8
-Comptes en devises	3 565,4	7 677,6	6 820,1	5 592,7	2 027,38	56,9
II) COMPTES D'EPARGNE SUR LIVRET	**6 013,8**	**6 191,4**	**6 151,3**	**6 547,4**	533,56	8,9
III) COMPTES A TERME	**4 263,8**	**5 551,7**	**5 562,5**	**6 003,2**	1 739,36	40,8
1) Durée < 2 ans	4 263,8	5 551,7	5 562,5	6 003,2	1 739,36	40,8
2) Durée > 2 ans	-	-	-	-		
IV) BONS DE CAISSE	**59,6**	**58,6**	**56,1**	**63,1**	3,50	5,9
V) AUTRES PRODUITS FINANCIERS	**164,8**	**171,6**	**166,5**	**166,5**	1,73	1,0
1) Durée initiale < 3 mois	155,1	159,1	154,4	155,8	0,67	0,4
2) Durée initiale >= 3 mois	9,7	12,5	12,1	10,8	1,06	10,9
TOTAL	**30 102,1**	**38 610,0**	**38 824,4**	**37 713,2**	7 611,05	25,3
part des dépôts en devises en (%)	*11,84*	*19,88*	*17,57*	*14,83*		
Part des dépôts à vue (%)	*65,1*	*69,0*	*69,3*	*66,1*		
Part des dépôts d'épargne sur livret (%)	*20,0*	*16,0*	*15,8*	*17,4*		
Part des dépôts à terme (%)	*14,2*	*14,4*	*14,3*	*15,9*		
Part des Bons de caisse (%)	*0,2*	*0,2*	*0,1*	*0,2*		
Part des autres produits financiers (%)	*0,5*	*0,4*	*0,4*	*0,4*		

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 10 : Evolution du PIB réel (en milliards de GNF, sauf indications contraires)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
			Est.	Est.	Prév.	
CROISSANCE						
PIB (en %)	6,4	5,6	7	4,9	5,5	5,7
PIB par tête (en %)	4	3,3	4,6	2,6	3,2	3,4
Secteur primaire	11 358	12 923	13 634	14 325	15 091	16 006
Agriculture	5 434	6 331	6 590	6 994	7 452	7 950
Elevage, Chasse, services annexes	1 881	1 936	2 087	2 289	2 423	2 579
Sylviculture	1 684	1 763	1 731	1 669	1 689	1 716
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 359	2 893	3 225	3 372	3 527	3 761
Secteur secondaire	21 131	22 293	27 187	29 579	31 604	33 869
Activités extractives	10 780	11 388	15 724	17 675	19 196	20 868
Fabrication de produits alimentaires et de boissons	1 767	1 887	1 942	2 002	2 120	2 260
Fabrication d'autres produits manufacturiers	4 812	5 072	5 184	5 308	5 442	5 639
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	661	714	973	1 084	1 165	1 238
Construction	3 111	3 232	3 364	3 511	3 681	3 864
Secteur tertiaire	28 008	29 141	28 669	29 424	30 686	32 048
Commerce	11 126	11 564	10 395	10 102	10 476	10 837
Hôtels et restaurants	590	615	588	603	622	644
Transports	2 734	2 854	2 800	2 875	2 970	3 072
Postes et télécommunications	513	606	707	836	945	1 073
Autres services marchands	5 193	5 495	5 687	5 899	6 131	6 393
Activités de l'administration publique	5 558	5 714	6 118	6 646	6 982	7 360
Autres services non marchands	2 294	2 294	2 374	2 463	2 559	2 669
Impôts nets des subventions	3 371	3 118	2 735	2 472	2 594	2 638
PIB aux prix du marché	63 868	67 474	72 225	75 800	79 975	84 562
Optique dépense						
PIB	63 868	67 474	72 225	75 800	79 975	84 562
Importations	10 147	9 240	10 763	12 099	12 505	14 152
Total Ressources	74 015	76 715	82 988	87 900	92 479	98 715
Consommation finale	43 395	45 538	52 029	56 045	57 103	66 789
FBCF	9 737	10 307	8 931	9 930	8 608	9 880
Variation de stocks	17	342	4 633	12 707	11 675	3 887
Exportations	14 290	14 018	17 395	9 219	15 094	18 159
Total Emplois	67 439	70 204	82 988	87 900	92 479	98 715

Tableau 11 : La Balance des paiements (en millions de USD)

Libellé poste	3ème T 2022	4ème T 2022	1er T 2023	2ème T 2023	3ème T 2023
A. Compte des transactions courantes n.i.a	351,6	897,1	896,7	312,9	-122,3
Crédit	1 955,5	2 418,1	2 414,5	2 766,2	2 587,2
Débit	1 603,9	1 520,9	1 517,7	2 453,3	2 709,6
1. Balance commerciale	479,6	1 023,5	992,4	1 389,4	1 171,5
Crédit	1 753,3	2 234,2	2 182,0	2 552,8	2 387,2
Débit	1 273,7	1 210,7	1 189,6	1 163,4	1 215,7
2. Balance des services	-180,4	-191,9	-203,8	-674,8	-793,2
Crédit	45,9	45,2	23,8	43,8	37,8
Débit	226,3	237,1	227,6	718,5	831,0
3. Revenus primaires	-64,6	-30,0	-45,7	-524,0	-620,7
Crédit	6,3	11,8	35,6	13,4	6,6
Débit	70,9	41,8	81,2	537,4	627,3
4. Revenus secondaires	117,0	95,6	153,8	122,3	120,1
Crédit	149,9	127,0	173,1	156,2	155,6
Débit	33,0	31,4	19,3	33,9	35,5
B. Compte de capital n.i.a	16,1	14,0	34,0	106,9	50,0
Crédit	18,0	18,0	36,3	108,4	53,0
Débit	1,9	4,0	2,2	1,5	3,0
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	367,7	911,1	930,7	419,8	-72,3
D. Compte financier n.i.a	367,6	626,0	1 200,6	708,8	288,4
1. Investissement direct n.i.a	-160,3	-203,6	-254,7	-191,9	-264,7
2. Investissement de portefeuille n.i.a	59,5	9,5	-49,8	-20,7	-10,3
3. Drivés financiers n.i.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres investissements n.i.a	556,5	820,2	1 505,1	921,4	563,4
E. Erreurs et omissions nettes	0,0	0,1	0,9	-0,1	-3,4
F. Solde global à financer	-22,2	285,2	-269,0	-289,1	-364,1
G. Financement du solde global	-22,2	285,2	-269,0	-289,1	-364,1
Avoirs de réserve	-88,1	133,7	-276,6	-353,2	-429,6
Crédits et prêts du FMI	-16,1	0,0	-19,8	0,0	0,0
Financement exceptionnel	82,0	151,6	27,5	64,1	65,5
Tirages sur nouveaux emprunts	82,0	151,6	27,5	64,1	65,5
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 12 : Le taux de change moyen du dollar américain sur le marché officiel et dans les bureaux de change agréés

taux des bureaux des changes	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23
Taux officiel	8 608,00	8 571,93	8 554,34	8 552,75	8 543,96	8 530,66	8 526,22	8 505,39	8 508,30	8 512,00	8 514,81	8 501,28	8 486,09
taux des bureaux des changes	8 675,00	8 633,33	8 662,50	8 691,67	8 700,00	8 700,00	8 678,26	8 648,73	8 636,37	8 621,60	8 598,29	8 636,55	8 619,67

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 13 : Evolution des prix par fonction de la région de Conakry

	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23
Indice Global	138,8	139,3	139,8	140,2	141,9	143,9	145,2	147,9	148,7	148,8	150,1	149,5	149,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	153,0	155,0	155,5	157,2	160,8	165,3	167,9	172,4	173,1	172,8	176,3	174,2	171,9
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	136,1	134,8	136,6	132,1	133,4	136,3	136,0	136,5	137,3	139,2	139,4	139,2	136,8
Articles d'habillement et chaussures	131,1	131,7	131,5	131,3	131,7	132,0	131,9	133,2	133,3	133,6	133,6	133,3	133,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	152,8	148,2	151,9	150,5	153,3	157,4	162,1	173,4	177,9	180,6	181,1	181,9	182,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	149,1	147,9	149,5	147,3	149,2	151,0	150,8	152,5	153,7	153,5	153,6	153,6	151,1
Santé	144,0	146,4	145,4	145,5	145,8	147,1	146,9	148,2	149,4	148,3	148,5	149,5	150,4
Transports	127,6	127,7	127,7	127,8	127,9	127,9	128,2	128,2	128,3	128,3	128,3	128,4	128,4
Communication	104,4	103,9	104,5	104,5	105,1	105,1	105,2	105,1	105,2	105,3	105,3	105,1	105,6
Loisirs et culture	113,9	114,5	114,5	114,6	114,3	114,4	114,7	113,9	114,2	114,1	114,1	114,0	113,9
Enseignement	127,5	131,6	131,2	131,2	131,2	131,2	131,3	131,3	131,8	131,8	131,8	131,8	134,8
Restaurants et Hôtels	134,0	134,0	134,0	134,0	134,2	134,2	134,5	135,1	135,5	135,5	135,5	135,7	135,8
Biens et services divers	126,0	126,4	126,6	126,9	127,2	127,3	127,6	127,9	128,6	128,4	128,8	128,7	128,3

Source : Institut National de la Statistique

Tableau 14 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	sept-22	oct-22	nov-22	déc-22	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23
AVOIRS EXTERIEURS NETS	17 244	19 037	20 093	20 352	20 007	19 160	17 033	15 457	14 784	18 271	16 396	14 560	12 525
Banque Centrale (1)	11 300	11 816	12 109	12 193	12 317	12 356	10 378	8 863	8 101	11 581	9 648	8 914	7 162
(en millions de dollars)	1 255	1 312	1 345	1 354	1 368	1 372	1 152	984	900	1 286	1 071	990	795
Or	1 387	1 387	1 410	1 264	1 264	1 264	1 319	1 296	1 296	5 527	5 527	5 527	5 527
FMI	-3 358	-3 373	-3 440	-3 494	-3 541	-2 867	-3 299	-3 307	-3 258	-3 111	-3 139	-3 084	-3 034
Position de réserve	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340	340
Avoirs en DTS	675	673	675	683	692	658	1 027	1 034	1 027	805	837	802	793
Avoirs en devises (net)	12 256	12 791	13 124	13 400	13 562	12 960	10 991	9 501	8 697	8 020	6 083	5 330	3 537
Banque de Dépôts	5 944	7 221	7 984	8 159	7 690	6 804	6 655	6 594	6 684	6 690	6 748	5 646	5 364
AVOIRS INTERIEURS NETS	26 581	26 827	27 421	29 247	28 812	30 034	34 593	34 648	35 914	32 580	34 772	35 874	35 520
Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG	5 593	5 835	5 645	6 342	6 402	7 883	11 442	10 986	12 978	8 707	11 852	11 755	10 645
Crédit intérieur net	34 091	34 385	35 013	37 253	37 149	37 428	38 397	37 439	37 478	38 222	39 561	39 051	38 110
Créances sur le Secteur Public	17 740	18 034	18 422	20 004	19 516	20 302	20 877	19 526	19 871	20 306	21 378	21 365	20 072
Créances nettes sur l'Etat	17 544	17 851	18 077	19 176	18 734	19 535	19 875	18 813	19 313	19 618	20 795	20 789	19 525
BCRG (avec stock dette titrisée)	8 854	9 063	8 819	9 575	9 232	9 828	9 739	8 992	9 329	9 352	10 988	10 758	9 058
BCRG (hors recapitalisation)	4 508	4 718	4 474	4 882	4 538	5 135	5 045	4 299	4 636	4 658	6 294	6 065	4 364
Banques	8 690	8 788	9 257	9 601	9 502	9 706	10 136	9 821	9 984	10 267	9 808	10 031	10 467
Créances sur les E/ses Pub	196	183	345	828	782	767	1 002	713	558	687	583	576	547
Créances sur le Secteur Privé	16 351	16 351	16 592	17 249	17 633	17 126	17 520	17 913	17 607	17 916	18 183	17 685	18 038
. Créances compromises	1 135	1 051	1 070	1 117	1 081	1 083	1 075	1 109	1 107	1 133	1 127	1 147	1 126
dont provisions	835	830	851	849	856	870	881	911	939	940	935	964	943
. Créances saines	15 216	15 300	15 522	16 132	16 552	16 044	16 445	16 805	16 500	16 783	17 056	16 539	16 912
dont créances à MLT	5 918	5 979	5 985	6 163	6 123	6 272	6 341	6 401	6 263	6 249	6 262	6 154	6 523
Autres Postes nets	-7 510	-7 559	-7 593	-8 006	-8 337	-7 394	-3 804	-2 791	-1 564	-5 642	-4 789	-3 177	-2 591
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	-3 164	-3 213	-3 247	-3 313	-3 644	-2 701	890	1 902	3 130	-949	-95	1 517	2 103
MASSE MONETAIRE	43 825	45 864	47 514	49 599	48 819	49 194	51 627	50 105	50 698	50 850	51 168	50 434	48 045
Base Monétaire	16 893	17 651	17 754	18 535	18 719	20 239	21 820	19 849	21 079	20 287	21 499	20 668	17 807
Monnaie en circulation	10 791	10 686	10 715	11 307	11 345	11 844	12 455	12 770	12 618	13 085	12 531	12 347	12 147
Dépôts à vue gnf	18 164	18 876	19 370	19 922	20 285	20 511	21 860	20 224	21 050	20 683	22 050	21 382	20 810
Dépôts à terme gnf	4 739	4 787	5 001	5 064	4 797	4 847	5 308	5 433	5 396	5 430	5 358	5 400	4 895
Dépôts en devises	10 131	11 515	12 428	13 306	12 392	11 992	12 003	11 677	11 634	11 652	11 229	11 305	10 192